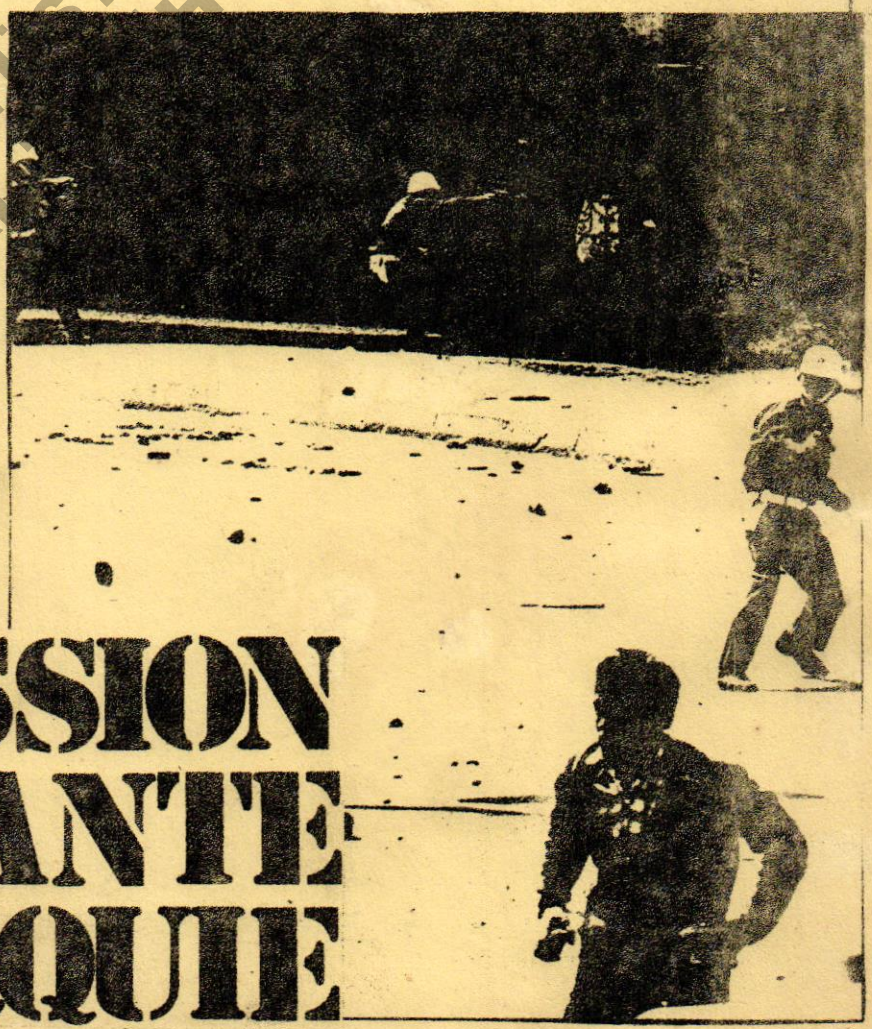
TÜSTAV ARŞİVİ
TÜSTAV ARAŞTIRMA VAKFI





REPRESSION SANGLANTE EN TURQUIE

mouvement de démocratie et de libération en turquie

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

S O M M A I R E

Sommaire	1
Appel - Mouvement de Démocratie et de Libération en Turquie (M.D.L.T.)	2
La Turquie à l'heure des généraux - Alain VALTAT	3
La crise actuelle en Turquie est liée à l'action menée par les Etats-Unis au Proche-Orient - Abidine DINO	8
Crise en Turquie - L'Humanité	12
Turquie d'Exception - Nadi FIRAT	13
Le Fascisme en Turquie - Christian GONTIER	15
La conclusion tragique de l'enlèvement en Turquie - Le Monde	17
Les généraux turcs accentuent la fascisation du régime - L'Humanité	
Régime d'Exception en Turquie - Hilmi DEMIR	18
Caricature	19
Les derniers moments des condamnés d'Ankara - AFP	20
L'echec des militaires turcs - Le Monde	21
La pendaison des trois leaders "gauchistes" accroît la tension en Turquie- Le Figaro	
Pendus samedi avant l'aube trois jeunes patriotes sont morts courageusement L'Humanité	22
Caricature	
Trois "gauchistes" ont été pendus à Ankara - Eric ROULEAU	
Un cinéaste de renom risque une lourde peine de prison - E.R.	23
Le talent est-il devenu subversif en Turquie - Thierry DESJARDINS	
Caricature	
"L'Homme malade"de l'OTAN - Hilmi DEMIRCI-Nadi FIRAT	24
Caricature	25
"Chasse aux sorcières" contre les enseignants en Turquie - Artun UNSAL	26
L'Assemblée Européenne de Luxembourg s'inquiète du respect des droits de l'homme à Ankara - J.-C.H.	
Les tortures	27

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

TÜSTAV ARŞİVİ

A P P E L

Cette brochure préparée par le MOUVEMENT DE DEMOCRATIE ET DE LIBERATION EN TURQUIE est un recueil d'une série d'articles parus dans la presse française. Le but est d'informer les progressistes et les démocrates français et d'avoir leur soutien démocratique à la lutte du peuple turc pour la démocratie et la libération.

Depuis l'instauration du régime militaro-parlementaire en Turquie, les forces du progrès et de la paix du monde entier ont dénoncé les applications répressives et terroristes: tortures, assassinats, pendaisons, lourdes peines de prison pour des délits politiques, dissolution des organisations progressistes étc. Sans prendre en considération ces protestations des forces vives de tous les pays et face à la montée des luttes populaires, le régime illégal issu du"coup de mémorandum" illégal des généraux a accentué la répression.

Ce recueil d'articles est une démonstration partielle, mais concrète et objective de la situation actuelle en Turquie. La question devrait être posée: OU UNE VERITABLE DEMOCRATIE ET LIBERTE DANS UNE INDEPENDANCE TOTALE OU BIEN L'INSTAURATION COMPLETE D'UN REGIME ANTI-DEMOCRATIQUE ET CONTRE TOUTES LES VALEURS HUMAINES, VOIRE FASCISTE.

Soutenez avec tous vos moyens et activement la lutte du peuple turc pour la libération et la démocratie.

Dénoncez en toutes occasions les applications illégales et répressives du régime anti-démocratique et réactionnaire, caché derrière un paravent parlementaire.

MOUVEMENT DE DEMOCRATIE ET DE LIBERATION EN TURQUIE

(TURKIYE DEMOKRASI VE KURTULUS HAREKETI)

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

Le journal COMBAT
les 24, 25 et 26 Mai 1971

TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

LA TURQUIE A L'HEURE DES GENERAUX

I - NI GRECE, NI EGYPTE !

par Alain VALTAT

Dans ce pays où les plus importants départements sont touchés par l'état de siège depuis 3 semaines, où les autorités exercent une répression sévère et bien souvent aveugle qui frappe tous les milieux libéraux et toutes les tendances de la gauche, où les arrestations se succèdent , où la liberté est de plus en plus réprimée (arrestations de journalistes, d'éditeurs, de professeurs, de leaders politiques et syndicaux), un groupe de gauchistes appartenant au mouvement révolutionnaire DEVGENC enlève le consul général d'Israël à Istanbul, M. Ephraim Elron. Ces derniers demandent en échange : "...que tous les guérilléros en détention soient libérés". C'est le 3ème kidnapping politique en Turquie depuis le début de l'année (les 2 premiers visaient des militaires américains). Depuis 1968, les manifestations sont d'une extrême violence (une vingtaine de morts en deux ans). L'agitation a pris une forme de plus en plus revendicatrice, et en premier lieu, elle vise la conquête de l'indépendance du pays vis à vis des Etats-Unis. Ce n'est pas par hasard si M. Ephraim Elron a été choisi comme victime, car il est pour les auteurs de ce rapt, le symbole de "l'impéralisme et de la collusion Israël-Etats-Unis".

"PAS DE TUPAMAROS EN TURQUIE..."

"... Pas de Tupamaros en Turquie..." proclame les militaires, "...nous allons montrer au monde que nous sommes un Etat fort..." déclarait le Président de la République en réponse à l'ultimatum des ravisseurs. En enlevant le diplomate israélien l'opposition d'extrême gauche (dont les tendances mêlent le maoisme au guéravisme, le spontanéisme au socialisme, le libéralisme au stalinisme), a aussi voulu montrer qu'elle ne se laisserait pas intimider par les autorités militaires qui se défendent de vouloir prendre le pouvoir et proclament leur croyance en la démocratie. Il est étonnant de voir que le chemin suivi d'un côté par les mouvements d'extrême gauche et de l'autre par le gouvernement pour aboutir comme les deux parties face à face le souhaitent, à l'établissement d'une réelle démocratie, est curieusement détourné. Il semble dans ce cas précis que l'épreuve de force soit engagée, que chacun se voit autorisé à suivre la méthode la plus vile... le chantage sur la vie !

Pour comprendre les raisons du malaise, il est indispensable de remonter jusqu'à la base de l'Etat turc moderne.

"LE PEUPLE, VRAI PROPRIETAIRE DE SON PAYS"

Si pour beaucoup, Mustafa Kemal, le grand Ataturk, le héros de la guerre d'indépendance, le libérateur et le fondateur de la République en 1923 est arrivé à unifier le pays, moderniser de façon

.../

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

.../...

effective la société turque - étatisme - laïcité - il n'a pas malgré son autorité dictatoriale, ses réformes, ses déclarations solennelles - "...le peuple exploité depuis des siècles doit devenir le vrai propriétaire de son pays..." réussi à briser l'oligarchie. La classe traditionnelle à conserver son influence, la bourgeoisie ses prérogatives.

Après sa mort, en 1938, les réformes sociales furent rapidement enterrées, Ismet Inonu tenta bien de continuer sur le chemin tracé, mais, battu aux élections en 1950 (défaite dont il ne se remettra pas politiquement) il doit céder la place à Adnan Menderes.

Ce dernier, leader d'un nouveau parti - le parti démocrate, ne cache pas son désir de voir développer un système économique libéral socialement conservateur.

Entrant en fonctions, Adnan Menderes déclarait vouloir faire progresser la modernisation du pays en créant un système de libre entreprise : "... nous serons une petite Amérique, nous ferons en sorte qu'il y ait un millionnaire par quartier..." Les résultats économiques ont prouvé son échec. En 1960, le junte, l'élite des anciens militaires appuyés par une opposition extra-parlementaire (étudiants, professeurs, journalistes, jeunes officiers) arrive sur la scène politique et juge à juste titre les résultats désastreux.

L'héritage de Mustafa Kemal Ataturk est aparpillé ! La junte renverse le gouvernement juge et pend Adnan Menderes.

II - CONTINUITE DANS LE CHANGEMENT ...

TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Une nouvelle constitution est adoptée par référendum. Un gouvernement d'union nationale dirigera le pays jusqu'en 1965, date des élections générales. Le parti de M. Suleyman Demirel (parti de la justice qui se substitue à l'ancien parti démocrate interdit après 1960) obtient la majorité absolue.

De plus en plus distinctement, M. Demirel reprend la politique de l'ancien parti démocrate. Malgré les vaines tentatives de camouflage de ce nouveau régime, la faillite s'étend (la situation économique est précaire, la dette extérieure passe de 1964 à 1970 de 1.600 millions de dollars à 3.400 millions de dollars). Une minorité grandissante prend conscience de l'éloignement du gouvernement et du peuple : 48 % de la population au dessus de 11 ans est analphabète, 30 % des familles disposent de 57 % du revenu national (lequel est plus de 7 fois inférieur au revenu français - 374 dollars contre 2.700 dollars). L'armée engouffre plus de 21 % du revenu national, plus de 9 millions sur les 13 actifs de la population sont dans l'agriculture et dépendent dans une très grande majorité de grands propriétaires terriens (les aga) auxquelq ils sont par obligeance de cause, dévoués de coprs.

Le pays est malade, il se ronge, c'est une auto-destruction et contrairement à toutes les affirmations, le microbe ne vient pas de l'extérieur, mais bien du sein même de la patrie où il a trouvé pendant de trop longues années. C'est la crise aigüe.

Après l'union en avril 1968 des formations et des étudiants de gauche qui n'ont pu utiliser le cadre des partis pour se faire entendre, l'opposition se concrétise. Pour la première fois dans l'histoire de la Turquie moderne le gouvernement va voir une partie de l'opposi-

.../

.../...

tion s'armer et descendre dans la rue pour manifester son mécontentement.

Des troubles très sérieux éclatent en juillet 1968 à l'occasion de la visite à Istanbul de la VIè flotte U.S., les affrontements sont sanglants entre les étudiants de gauche et de droite. Ils s'étendent aux grandes villes, puis à tous les centres militaires américains de la Turquie, le contrefort Sud-Est de la défense occidentale. (Cento)

Le gouvernement veut étouffer tous les désirs de changements qui commencent à se manifester. Il veut sauver "...l'intégralité nationale du régime républicain et les réformes d'Ataturk..."

L'ARMEE "CONSCIENCE DE LA NATION"

En dépit de toutes les tentations faites pour briser ce qui est maintenant appelé - anarchie ou révolte - c'est le réveil, les "grèves sauvages", les occupations d'usines, les appropriations de terres en friche par les paysans. Partout la violence devient endémique.

A la mi-mars, l'état-major général de l'armée turque, après des hésitations, des tentatives de conciliation tapait d'un poing vigoureux sur la table. Il réveillait sans ménagement, députés, sénateurs et hommes politiques.

Vers la fin novembre 1970 , c'était l'envoi d'un "grave avertissement" dénonçant la situation incertaine et l'incapacité du parti au pouvoir. Le 12 mars, elle donnait une dernière chance pour préserver les apparences : le mémorandum.

Le 16 mars 1971, 4 jours après la réception de ce mémorandum, signé par le général Memduh Tagmac, chef d'Etat-major Général et les chefs des 3 armées, le président de la République Cevdet Sunay déclarait dans une allocution : "...une ère nouvelle est arrivée pour le pays..." Vingt-quatre heures plus tard, Nihat Erim, appartenant à l'aire droite du Parti Républicain du peuple (parti d'Ismet Inonu) dont il est obligé de démissionner pour se consacrer à sa mission "d'union nationale" est désigné comme le plus capable de remplir les conditions imposées par l'armée. Il est nommé Premier Ministre.

Après bien des tergiversations et des compromis pour former son gouvernement, des remous au sein même du parti qu'il vient de quitter (démission brutale du secrétaire général du parti M. Bulent Ecevit - aile gauche - qui entend ainsi protester contre l'appui de son parti au nouveau gouvernement qu'il juge incapable de réaliser des réformes sérieuses) M. Nihat Erim voit l'assemblée voter la confiance à son gouvernement : 321 pour - 46 contre - 3 abstentions.

"... l'ère nouvelle..." débute !

III - 102 ANS POUR REMONTER LE COURANT

"Ma première mission : ramener l'ordre et la tranquilité" déclarait il y a une quinzaine de jours M. Nihat Erim. La réunion exceptionnelle du Conseil National de Sécurité - la plus haute institution lui en donnait l'instrument le 26 avril. Le gouvernement proclamait pour une durée d'un mois l'état de siège.

S'il le juge nécessaire, dans les 11 départements touchés par cette disposition, il peut :

.../

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ

.../...

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

- Procéder à des perquisitions.
- Arrêter
- Imposer la censure
- Suspendre les activités des associations et des groupements
- Décréter le couvre-feu
- Installer des tribunaux militaires pour juger les infractions contre la sûreté de l'Etat.

Cet état de siège n'est intervenu que quelques jours avant l'arrivée du secrétaire d'Etat Américain - M. William Rogers - à Ankara. Personne n'a oublié les violentes manifestations anti-américaines de juillet 1968 et leurs séquelles. La plaie est à vif. Il est certain que le gouvernement en place et l'armée ne pouvaient se permettre le moindre faux pas.

Si la venue de M. William Rogers à la conférence du Cento (prolongation du Nato au Proche-Orient) m'en n'a pas été le prétexte, comme l'a confirmé catégoriquement le porte-parole du gouvernement, cette mesure permettra néanmoins le démentellement systématique de l'opposition et en particulier celui de "l'armée de Libération de la Turquie" (Turk Kurtulus Ordosu - T.K.O.). Les membres de ce mouvement , organisés, disciplinés, possédant bien les techniques révolutionnaires qui ne se cachent pas de vouloir renverser le gouvernement par les armes ont souvent fait parler d'eux. Leur chef connu : Deniz Gezmis qui en compagnie de deux autres garçons a combattu en Palestine, auteur de hold-up politiques, mais surtout de l'enlèvement des 4 américains, a été arrêté le 16 Mars dernier dans la nuit au cours d'une rocambolesque poursuite. Ce coup d'éclat pour l'armée et la police, coïncide curieusement avec l'annonce d'une "épuration" (tenue secrète pendant plusieurs jours) dans les rangs de l'armée. plus de 200 officiers en subiront les conséquences.

Devenu pour beaucoup un bandit d'honneur, Demiz Gezmis ne serait en fait pour d'autres qu'un provocateur à la solde du M.I.T. (service de surveillance du territoire). L'un ou l'autre, l'action de son "armée" dirigée d'Istambul selon certaines rumeurs par des officiers en retraite permettra et justifiera l'action des militaires qui ont maintenant légalisé leur position et d'exercer une répression sévère sur toutes les fractions progressistes du peuple, des partis, des syndicats et des associations.

Malgré l'éclatante déclaration du vice-président chargé des Affaires Economiques - M. Attila Karaosmanoglu, qui promet : "... des réformes économiques destinées à la grande majorité du peuple..." ...de donner" ... des crédits, des machines, des engrais..." et qui fixe les objectifs futurs"... si nous voulons nous mettre au niveau des pays européens, il nous faudra, dans les meilleurs conditions : une augmentation du revenu national annuel de 7,5 %, une baisse des naissances de 2,6 à 2 % au minimum 102 ans !" le peuple doute et la situation se détériore encore.

Alors ?

"Brillant spécialiste de droit international et diplomate, M.Nihat Erim le nouveau premier ministre appartient à une catégorie bien particulière d'hommes politiques turcs : celle des grands bourgeois intellectuels, raffinés, compétents, mais coupés des masses et n'éprouvant aucunement le besoin d'aller vers elles "selon le protrait très juste qu'en brosse le correspondant du Monde. M. Nihat Erim est bien connu des milieux politiques, même s'il ne fut jamais une figure de proue. En 1959, il dirigeait la délégation turque au sein de la confé-

.../

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

.../...

rence qui préparait la constitution cypriote et ce n'est pas par hasard si aujourd'hui, il relance pour l'usage intérieur le problème de Chypre. Il le connait bien et peut-être pense-t-il par ce travers retenir l'attention des masses ?

Une chose est sûre, depuis qu'il est en place, l'agitation n'a pas cessé.

TÜSTAV SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

UNE SURENCHERE DE LA MORT

"... la loi s'abattra comme une masse..." annonçait M. Nihat Erim dans un récent message. "...il faut combattre les agitateurs..." Mais est-ce la répression aveugle, la censure qui faciliteront la mise au pas des mécontents ? Il était permis d'en douter et aujourd'hui cela s'est confirmé. L'épreuve de force est engagée. L'armée face à cette situation qui le replace dans la position dont elle ne s'est sortie deux mois auparavant qu'en faisant démissionner le gouvernement, a décidé de refuser de céder aux exigences des membres de Den-Genc, ravisseurs du Consul d'Israël.

Après la déclaration du gouvernement de M. Nihat Erim annonçant qu'il allait présenter un projet de loi prévoyant la peine de mort pour tous ceux qui se seraient rendus coupables d'enlèvements, auraient hébergé des ravisseurs ou se seraient abstenus de les dénoncer (le tout à effet rétroactif) on peut se demander jusqu'où ira cette surenchère de la mort ? Ce que l'on peut craindre, c'est qu'elle ne mène le pays vers une cascade de catastrophes dont le peuple, le premier concerné, mais dont on ne parle jamais, devra en supporter les conséquences.

Actuellement la vie d'un homme est en jeu. Le gouvernement turc vient de "le condamner à mort" si l'on s'en tient à l'ultimatum des ravisseurs.

Certaines de ces mouvements révolutionnaires dans le monde ont prouvé les mois précédents leur totale irresponsablité. Alors pourquoi ne pas attacher plus de prix de la vie humaine, pourquoi pour toute solution, les autorités de l'état de siège ne veulent que proposer de tuer d'autres hommes ? Mort pour mort ! Jusqu'où les antagonistes iront-ils ?

Selon l'avis de nombreux Turcs libéraux, ce marchandage est odieux, d'un côté comme de l'autre. Ils sont saisis de stupeur de voir les autorités penser utiliser les moyens de répressions qu'utilisent leurs adversaires ! Ils pensent que ces méthodes devraient laisser la place à des réformes solides qui d'elles-mêmes désarmeraient tout activiste.

Le pays malade est au bord de l'agonie, les Turcs à la limite de l'exaspération. L'armée peut encore élargir son rôle... le peuple aussi ... car le peuple, quelque soit l'issue de ce jeu honteux, ne pourra être à plus ou moins longue échéance que le vainqueur. Il joue sa vie.. mais surtout celle de ses enfants.

* * *

TÜSTAV SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Le Monde Diplomatique
2 Juin 1971

LA CRISE ACTUELLE EN TURQUIE EST LIEE A L'ACTION MENEE PAR LES ETATS-UNIS AU PROCHE-ORIENT

TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Par ABIDINE DINO

Le dernier mois a été riche en événements spectaculaires en Turquie : enlèvement et assasinat du Consul israélien à Istanbul, arrestation de plus d'un millier de personnes de l'opposition, vaste épuration de l'armée, proclamation de l'état de siège, coupes sombres dans les publications, dissolution de diverses associations et syndicats, sans parler de l'immolation par le feu d'un jeune instituteur à Bursa et d'un hold-up dans une banque exécuté par un groupe de guérilla urbaine.

Comment en est-on arrivé là ? Que se passe-t-il dans ce pays réputé stable, pourquoi ce branle-bas sans précédent ?

Le 13 mars, les chefs de l'armée avaient contraint M. Demirel Premier ministre, et chef du Parti de la justice, à démissionner. Choisi pour réaliser les principes constitutionnels négligés par son prédécesseur, M. Erim devint premier ministre, des réformes furent annoncées et le gouvernement sembla prendre un bon départ La montée de fièvre politique retombait, le vice-premier ministre M. Koças n'avait-il pas déclaré qu'il n'était absolument pas question d'instaurer l'état de siège ?

Pourtant la crise reprit soudain de plus belle : pour saisir les raisons profondes de cette rechute, il faut, au-delà du cadre des querelles politiques turques, situer le problème dans le contexte des grands conflits internationaux.

Le principe de l'aide américaine fournie à la Grèce et à la Turquie avait été envisagé, dès le départ, en tant que moyen plutôt que but d'une politique globale. En effet, pour les stratèges américains, l'appui accordé à ces deux pays "est l'amorce des plans et buts économiques et militaires bien plus importants concernant divers territoires et pays du monde". (The Forestal Diaries, New-York, 1951).

Cesbuts "économiques et militaires", bien plus importants que la Turquie et la Grèce, mais s'articulant à partir de ces deux plaques tournantes, concernent pour des raisons évidentes non seulement les pays socialistes (démocraties populaires et U R S S), mais aussi les pays arabes, socialistes ou pas. Pour contrôler les immenses richesses souterraines, les voies de communications vitales et les marchés des pays arabes, des points d'appuis sûrs et proches furent jugés nécessaires. Les impératifs de cette vaste stratégie ont donc amené les Etats Unis à s'intéresser de près à la politique intérieure de la Grèce et de la Turquie.

Certes, depuis l'arrivée au pouvoir des colonels, la Grèce ne pose pas de problémes particuliers au Pentagone. Du côté turc, durant les dernières années, la situation devenait de plus en plus incommode pour les intérêts américains, malgrè l'appui des

politiciens venus au pouvoir depuis les années 50 en Turquie. Une opposition de gauche se manifestait avec vigueur, accusant l'Amérique de financer une bourgeoisie qui n'avait de nationale que le nom, au détriment des intérêts de la grande masse de la population rurale et urbaine. Cette même opposition accusait le Parti de la justice, présidé par M. Demirel detout f aire pour maintenir la présence et l'influence américaines, appuyées par cinquante bases militaires et de nombreux experts dans les ministères d'Ankara. Une partie notable de l'opinion s'en émut, même le Parti républicain du peuple, Présidé par M.Inönü, dut en tenir compte. Les ex-officiers du coup d'Etat anti-Menderes, actuellement sénateurs à vie, critiquèrent ouvertement les accords secrets turco-américains, doutant de l'efficacité des bases étrangères sur le sol national. Les jeunes passèrent à l'action à l'occasion des visites de la VIème Flotte à Istambul et Izmir ; la popularité américaine des années 50 faisait place à des jugements sévères sur la politique de Washington en Turquie et dans le monde.

L'opposition existait et le gouvernement Demirel n'u pouvait rien ; la nouvelle Constitution de 1961, oeuvre des officiers du 27 mai 1960, qui s'étaient retirés du pouvoir, empêchait le gouvernement de bâillonner les critiques. Cette Constitution exigeait une politique précise de progrès de la part des futurs gouvernements, elle imposait à ceux-ci le respect des libertés individuelles et collectives ; instituait un contrôle indépendant du pouvoir au travers d'institutions autonomes.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ

I N Q U I E T U D E S A M E R I C A I N E S

M. DEMIREL s'impatientait, il demandait au Parlement des lois d'exception et avant tout des changements de la Constitution. Mais en vain, le tribunal constitutionnel veillait, renvoyait certaines lois votées par le Parlement, et M. Demirel n'arrivait donc pas à se débarrasser de l'opposition, grossie par les mécontents des classes moyennes, appauvries par la dévaluation de 60 % réalissée en 1970. Leproblème de Chypre et la dure mise en garde du président Jonhson au gouvernement turc à ce propos, les interventions directes américaines n'avaient fait que jeter de l'huile sur le feu. M. Demirel et ses conseillers tentèrent alors d'agir par personnes et organitions interposées. Sur les trente étudiants assassinés de 1969 à 1971, vingt-neuf étaient membres de diverses organitions universitaires de gauche. Les commandos fanatiques de droite ou fascistes constitués de tueurs professionnels, s'attaquèrent aux syndicalistes, aux membres du Parti ouvrier turc, aux instituteurs kémalistes - la liste est dramatique.

Malgrè les nombreuses victimes, la presse de droite trouvait les résultats insuffisants, préconisait ouvertement et quotidiennement la "solution indonésienne", autrement dit le massacre en masse.

Un certain romantisme contestataire et la crise économique radicalisèrent quelques groupes de jeunes qui s'inspirèrent désormais des méthodes violentes de type sud-américain. Les mises en garde d'un sénateur, d'un député, de quelques journalistes et des dirigeants syndicalistes lucides signalant les préparatifs d'une provocation étrangère en vue d'écraser l'ensemble de la gauche n'avaient plus prise sur les jeunes activistes passés à l'action ; les évènements devaient se précipiter.

Hors des eaux territoriales turques, la VIème flotte américaine ne faisait plus cavalier seul, la flotte soviétique mouillait dans les ports égyptiens. Cependant, les difficultés des pays arabes face à Israël, soutenu par l'allié d'outre-Atlantique, frayaient la voie d'une politique plus active des Etats-Unis dans les capitales arabes.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Mais avant tout, pour Washington, la situation fluctuante nécessitait d'urgence la consolidation des positions américaines en Turquie ; d'autant plus que durant les derniers jours du gouvernement Demirel la poussée des jeunes cadres de l'armée s'était précisée. Ce n'est un secret pour personne - la presse turque en a fait état dans la semaine qui précéda le 10 mars - les jeunes cadres de l'armée, excédée par le conservatisme gouvernemental, pensaient à un coup d'état, mais un groupe de généraux prit aussitôt la tête du mouvement; demanda la formation de commissions d'officiers pour formuler les grandes lignes d'une politique nouvelle, enregistra les résultats des travaux et mit M. Demires en demeure de démissionner, ce qui fut fait.

Ce fut une période d'inquiétude pour Washington, qui put craindre un retour au pouvoir d'un néo-kémalisme anti-impérialiste capable de prendre ses distances par rapport à la politique américaine. Et c'est alors que le 16 mars fut soudain annoncée la mise à la retraite de sept généraux, d'un amiral et de trente cinq colonels, ainsi que le déplacement de plusieurs centaines d'officiers.

U N C U R I E U X H A S A R D

Il fut question, dans la presse, de rencontres secrètes, de bandes magnétiques, de dénonciations, de manoeuvres occultes. Quoi qu'il en soit, les limogés n'étaient-ils pas précisément ceux qui avaient demandé avec le plus d'énergie une politique nationale et internationale indépendante, l'éloignement de M. Demirel et l'application de la Constitution de 1961 ?

Le 22 mars, le nouveau premier ministre, M. Erim, se déclara décidé à entreprendre les réformes nécessaires, aidé par un cabinet composé de techniciens ; pour leur part, les milieux progressistes se dirent prêts à soutenir le gouvernement. Cependant, de façon ostentoire, M. Erim rechercha le soutien des anciens politiciens conservateurs, indiquant son désir de changer la Constitution de 1961, jugée trop libérale et "luxueuse", pour la mettre "au niveau des Constitutions italienne et française". Cette affirmation comportait une inexactitude de taille, puisque la Constitution de 1961 avait maintenu la vieille loi 141-142, permettant toutes les interprètations en vue de sévir contre la gauche. Au surplus, le parti communiste est interdit en Turquie depuis cinquante ans, ce qui différencie considérablement les lois turques des lois italiennes et françaises actuelles. Malgrè les affirmations répétées du premier ministre quant au maintien des libertés, il devint bientôt évident que les décisions gouvernementales immédiates consistaient à étendre les pouvoirs et la durée de l'état de siège, et à préparer une nouvelle Constitution délestée des contrôles démocratiques. Certaines réticences se firent jour dans divers milieux, en particulier parmi quelques spécialistes connus en matière de droit constitutionnel.

Faisant suite à d'autres cas, l'enlèvement du consul d'Israël donnait au gouvernement de M. Erim l'occasion d'agir à fond contre la gauche, de multiplier les arrestations, y compris de ceux qui avaient combattu les mouvements gauchistes avec le plus d'énergie. En fait, ce sont surtout les organisations ouvrières indépendantes de l'emprise de la centrale pro-américaine Türk-Ich qui ont été frappées, ainsi que le Parti ouvrier, les syndicats d'instituteurs quelques journalistes et écrivains célèbres, tels Ilhan Selçuk, Yachar Kamal, etc.

Par un curieux hasard, la visite de M. Rogers en Turquie d'abord, en Egypte ensuite, a été suivie par des effets assez similaires ; les adversaires d'une politique de collaboration étroite avec les Etats-Unis sont éliminés, les tribunaux fonctionnent ; la liberté va régner en Grèce, en Turquie, en Egypte, pas pour tout le monde, bien sûr. Revenant du Proche-Orient, M. J. Sisco a fait la déclaration suivante le 19 mai : "La Turquie et la Grèce, depuis qu'elles participent à l'OTAN, ont été les membres les plus stables de l'Organisation. Dans ces pays les gouvernements ont changé, mais leur option de base consistant à soutenir le pacte de l'OTAN n'a

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

pas changé." M.J. Sisco n'est certes pas mécontent de son séjour en Egypte, ses entretiens y ont été fort cordiaux.

Simple hasard ou dessein politique, un cerain parallélisme se manifeste dans ces trois pays, pourtant si dissemblables les uns des autres. Inévitablement la question se pose: l'échec subi en Indochine incite-t-il, Nixon à chercher compensation en Méditerranée orientale?

* * *

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ



ARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ • TÜRKİYE

L'HUMANITE 4-12-1971

CRISE EN TURQUIE

Le gouvernement Erim démissionne

LE premier ministre turc, M. Erim, a annoncé hier soir la démission de son gouvernement après avoir conféré deux heures avec le général Cunay, président de la République, le chef d'état-major général et les chefs des trois armes.

Sa décision est intervenue à la suite du retrait du cabinet de onze de ses ministres. Ainsi se termine la carrière d'un gouvernement mis en place le 12 mars dernier sous la pression de l'état-major pour réaliser des « *réformes économiques et sociales* » et principalement la réforme agraire, qui n'auront jamais vu le jour.

Officiellement, on ne donne aucune explication au geste des onze ministres. Mais tous les observateurs soulignent qu'il intervient au lendemain de la nomination au poste de vice-Premier ministre de M. Mesut Erez, ancien ministre des Finances du précédent gouvernement du Parti de la Justice.

Les onze démissionnaires — tous des « technocrates » — trouvent que M. Erim est allé trop loin dans le compromis avec le Parti de la Justice dont le dirigeant, M. Souleiman Demirel, était il y a quelques semaines accusé de prévarication par le Premier ministre. Les onze estiment que l'arrivée de M. Erez dans le cabinet ne peut que faire obstacle aux « réformes » qui sont au programme du gouvernement. Il est notoire que le Parti de la Justice est opposé aux velléités de réformes agraires de M. Erim et des généraux.

Cette querelle de deux factions de la bourgeoisie turque a pour toile de fond une crise profonde. Les dirigeants de quelque faction qu'ils soient s'avèrent incapables d'apporter des solutions aux grands problèmes posés par le retard économique du pays et par les revendications des ouvriers et des petits paysans.

Pour mettre fin à « l'anarchie », certains chefs de l'armée ont instauré la loi martiale. La répression, prenant prétexte de quelques actions aventuristes de groupes de jeunes poussés à l'exaspération par les crimes des commandos d'extrême droite, s'est étendue à l'ensemble des démocrates. Et les chefs de l'armée turque sont maintenant en train de disputer leurs lauriers aux dictateurs d'Athènes.

Un avocat français témoigne sur les tortures et les procès préfabriqués

TORTURES, procès préfabriqués, condamnations à mort massives, arrestations par milliers, interdictions de livres, autodafés, telle est la Turquie du gouvernement Erim, des chefs de l'armée et de leur conseillers américains que l'on retrouve à Ankara comme à Athènes dès qu'il s'agit de porter le coup de grâce aux libertés démocratiques.

De cette répression, un témoin a tracé, jeudi soir à Paris, un tableau irrécusable. Mme Lafue Véron, avocate au Barreau de Paris, observateur de l'Association des Juristes Démocrates a recueilli des accusés les récits des tortures, elle a pu se rendre dans les prisons, assister aux procès.

« *Ces procès*, dit-elle, *ont un trait commun : des peines très lourdes et des actes d'accusation rédigés de façon extrêmement légère. Beaucoup d'accusés ont été torturés, même dans le cas où ils n'avaient rien à avouer, puisqu'ils revendiquaient les actions qui leur étaient reprochées.*

» *Ainsi quelqu'un a été condamné à mort pour sa seule présence à une manifestation. Un autre pour s'être rendu à Ankara.* »

A Ankara et à Istanbul, des équipes spéciales de tortionnaires (les noms en sont connus) sont à l'œuvre : chocs électriques sur les parties génitales, bâtons introduits dans l'anus, bastonnade sur la plante des pieds (la « falange » des colonels grecs). Des détenus reconnus innocents par les tribunaux militaires, remis en liberté, ont porté plainte.

A Istanbul, le lieutenant Hassan Cetin a apporté des lambeaux de peau qui lui avaient été arrachés. Les os de son pied avaient été mis à nu. Dans un autre procès, toujours à Istanbul, l'une des accusées, Ilka Demir, a dit à l'observateur de l'AIJD que les procureurs militaires assistaient aux interrogatoires.

Deux procureurs d'Istanbul — Naci Gur et Ulgen — ont menacé les inculpés de les renvoyer à la Sûreté (à leurs bourreaux) ou de leur faire subir un « traitement spécial » s'ils revenaient sur les déclarations extorquées par les policiers.

Des avocats sont poursuivis, emprisonnés pour avoir assuré la défense des accusés. Me Lafue Véron a pu rencontrer l'un d'eux dans la caserne où il est détenu.

Il y a en effet, toujours à Istanbul, deux avocats en prison depuis le 17 octobre. Dans le procès de Cihan Aptekin (torturé 43 jours), les défenseurs avaient cité un texte d'Ataturk appelant la jeunesse à veiller sur le pays. Ce discours du héros de l'indépendance turque a été jugé subversif. Le procureur a décrété qu'il s'agissait d'un texte de Lénine.

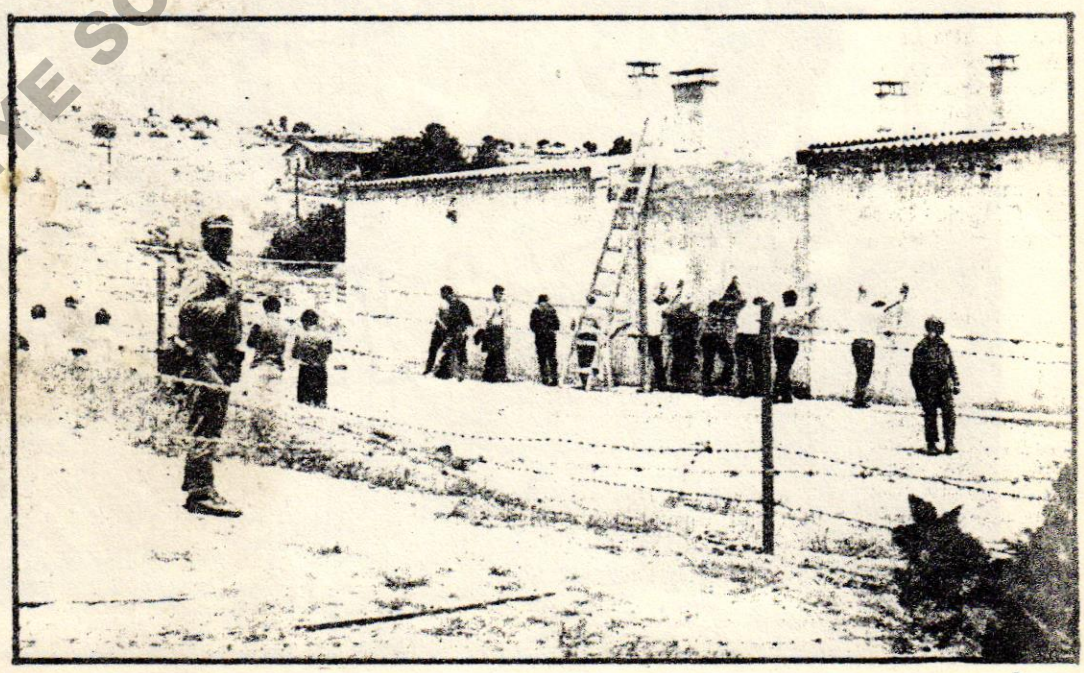
Vingt-six personnes accusées d'avoir reconstitué une organisation du Parti Communiste (interdit) deux cents enseignants des membres du Parti Ouvrier, des centaines d'étudiantes universitaires un éditeur de Darwin, des écrivains (le traducteur de Babeuf) sont arrêtés. Les livres de Marx, de Lénine, d'Ho Chi Minh, de Nazim Hikmet, les romans de Gorki, et même « L'Espoir » de Malraux sont interdits. Une liste noire de soixante livres a été publiée. Des perquisitions ont été opérées pour rechercher les ouvrages qui y figurent.

La liste des violations des libertés établie par Me Lafue Véron est longue, longue.

Elle s'est allongée depuis sa conférence de presse. Vendredi, M. Muntaz Soysal, professeur de droit constitutionnel, doyen de la Faculté des Sciences politiques a été condamné à six ans et demi de prison pour « propagande communiste ». Déchu de ses droits civiques il a été jugé coupable « d'avoir soutenu dans ses cours des thèses favorables au marxisme et condamnant le système capitaliste ».

L'accusation reposait sur son précis de droit constitutionnel qui est depuis quatre ans utilisé à la Faculté.

La Turquie est un vaste terrain de chasse aux sorcières. Des dizaines de condamnés à mort sont menacés d'être exécutés d'un instant à l'autre. La protestation des démocrates français, jointe à celle de l'opinion publique mondiale, peut empêcher ce bain de sang, mettre fin aux tortures. Elle est urgente.



Un camp : tout mouvement démocratique est interdit

TÜRKİYE SOSYAL TARİHİ VAKFI

FRANCE NOUVELLE 28-12-1971/3-1-1972 No: 1363

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

T U R Q U I E D ' E X C E P T I O N

Nadi Firat

A l'heure où le Président Pompidou s'apprête à recevoir le nouveau Premier Ministre turc,il importe qu'on sache ce que valent en Turquie liberté et démocratie.

Depuis le 12 Mars 1971,date du coup d'état militaire,la Turquie vit sous un régime d'exception.Bien que l'armée ne soit pas directement au pouvoir,elle tient un rôle important sur la scène politique.La Turquie,partie "intégrante" du monde "libre", partant de l'expérience grecque, tente de cacher, derrière un paravent démocratique le caractère fasciste du nouveau gouvernement -soi-disant "neutre".

Le régime est dominé par les contradictions des classes dominantes et au sein de l'armée,par le mécontentement grandissant des larges masses populaires.

D'ores et déjà parler de la lutte des classes fait courir le risque de 15 ans de prison

Dans ces conditions, le gouvernement d'Erim, promettant énergiquement des "réformes" (agraires,administratives, etc.), se réclamant toujours de "l'unité nationale", ne peut éviter l'augmentation considérable du coût de la vie et cherche en vain les moyens de sortir de la crise économique et sociale dans laquelle se débat le pays.

Porte-parole des grandes métropoles du capital-financier international, il a entrepris dès sa formation un mouvement de répression très vaste, qui frappe l'ensemble de la population.

Les premières activités de ce gouvernement furent la déclaration de l'Etat de siège dans onze départements du pays, la "modification" des articles de la Constitution (principalement concernant les droits et les devoirs fondamentaux de l'homme), la dissolution de toutes les organisations et publications progressistes et révolutionnaires, l'instauration des tribunaux militaires d'exception où sont jugés des centaines de patriotes...

Avec la loi portant modification de divers articles du Code pénal et la nouvelle loi martiale, tout mouvement démocratique est "interdit" en Turquie.D'ores et déjà, parler de la lutte des classes fait courir le risque de 15 ans de prison: la dernière forme de l'article 201 est un exemple: "Sera puni d'une peine de prison allant de 8 mois mois à 5 ans quiconque aura, par la force ou par des menaces, contribué à provoquer un arrêt de travail afin d'obliger les ouvriers ou les employeurs à augmenter et à diminuer les salaires payés ou de les obliger d'accepter de nouvelles conditions de travail..."

Les droits de la défense violés et les tortures les plus inhumaines sont pratiquées très largement

Parmi plusieurs organisations de masse et publications révolutionnaires et progressistes interdites, il est important de citer le Parti Ouvrier de Turquie (T.I.P.) le Syndicat d'Enseignants (T.O.S.), la Fédération Révolutionnaire de la Jeunesse (Dev-Genç), l'organisation pour combattre le chômage et la hausse du coût de la vie (I.P.S.D.), les foyers culturels révolutionnaires de l'Est (D.D.K.O.).

La répression est conduite non seulement au mépris des droits et des libertés, mais de la vie même des patriotes.

Légalité et justice sont "en vacances": c'est le temps de l'arbitraire policier, administratif,judiciaire.

Une dizaine de procès sont en cours devant les tribunaux de l'état de siège fondés et fonctionnant d'après la nouvelle loi martiale; donc en contradiction avec la Constitution et anti-démocratique.Lors de ces procès de nombreuses peines de mort sont prononcées ou demandées, les droits de la défense violés et les tortures les plus inhumaines sont pratiquées très largement.La décision du tribunal militaire n°3 d'Istanbul, sur la demande d'une enquête judiciaire à propos des tortures, est très significatif: "Il n'y a aucun intérêt vis-à-vis des procès de procéder à l'ouverture d'une enquête concernant les tortures,car il est impossible d'établir si les tortures

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

ont été faites pour faire dire la vérité ou pour obtenir des aveux qui ne correspondent pas à la vérité." (Le 17 août 1971)

Il est nécessaire de donner quelques précisions sur les procès les plus importants:

Cette suite de procès ne constitue qu'un des aspects de la répression générale

1° Procès Deniz Gezmis et ses camarades (procès de l'armée de Libération populaire de Turquie).

La sentence a été communiqée le 9 septembre 1971: 18 condamnations à mort,3 condamnations à 5 années de prison.

2° Procès Cihan Alptekin (A.L.P.T.): 14 inculpés, 10 condamnations à mort requises. C. Alptekin a été torturé durant 45 jours;Selman Kaya, torturé 6 jours,2 mois d'hôpital 2 mois de convalescence.

3° Procès Mahir Cayan et ses 25 camarades (Front de libération populaire de Turquie accusés entre autres de l'enlèvement du consul d'Israel,Elrom.Treize condamnations à morts requises.La plupart des accusés ont subi des tortures (chocs électriques sur les parties génitales du corps, la "falanga", bâtons introduits dans l'anus, etc.).

4° Procès Irfan Solmazer (procès des "84"): 41 peines de mort demandées en vertu des articles 146 et 141 (fonder une association en vue d'assurer la domination d'une classe sur une autre classe).La plupart des inculpés sont des jeunes officiers ou élèves officiers de la marine.

5° Procès Madanoglu et ses amis: 2- inculpés dont C. Madanoglu, sénateur à vie (6 généraux et 1 amiral) art. 171: former une bande armée pour fomenter un coup d'état.

6° Procès des "26" : Tous les inculpés, dont la plupart sont des intellectuels,des écrivains,des professeurs, sont en liberté provisoire après 6 mois de prison.Accusés d'appartenir au P.C.T. qui est interdit en Turquie.

7° Procès du P.C.T. (TIP) : anciens dirigeants du P.C.T. qui vient d'être interdir. Propagande communiste et pro-kurde.

8° Procès de la D.I.S.K. (Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires)

9° Procès du T.O.S. (Syndicat d'enseignats de Turquie)

L'opinion Française ne peut rester indifférent à cette vague de répression qui déferle sur la Turquie

Cette suite de procès ne constitue qu'un des aspects de la répression générale.En outre, il est indispensable d'insister sur la suppression des libertés publiques et sur la répression collective contre le peuple kurde (soit 1/7 de la population de Turquie). Dans les premiers jours de l'état de siège, pendant le couvre feu, les livres marxistes ou jugés comme tels ont été brulés sur les places publiques.Une liste de soixante livres interdits (Malraux,Gorki, Lefèbvre, Nazim Hikmet, Marx, Engels, Lénine, Mao Tsé-Toung...) a été publiée par les commandements de l'état de siège. Süleyman Ege, propriétaire des Editions "Sciences et Socialisme", a été condamné à 15 ans de prison pour avoir publié le "Manifeste Communiste" et "L'Etat et la Révolution".

La presse libre se trouve pratiquement inexistante.Elle doit exercer l'auto-censure L'autonomie de la Radio-Télévision,des universités a été supprimée.Il est interdit aux employés de s'organiser dans les syndicats.Les grèves sont interdites ou ajournées par les commandements de l'état de siège.

Telle est l'étendue de cette répression.Il est bien difficile, aujourd'hui,d'en dresser le bilan exhaustif.

Mais les exemples décrits ci-dessus montrent clairement comment et dans quel but elle est conduite.

L'opinion française ne peut rester indifférente à cette vague de répression qui déferle sur la Turquie.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

TÉMOIGNAGES ENGAGEMENTS ACTUALITÉS

FEVRIER 1972

N° 91

TÜSTAV ARSİVİ SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

LE FASCISME EN TURQUIE

La jeune République de Turquie est née des cendres de l'empire Ottoman. Ce dernier dont la décadence remonte au XVIème Siècle avait déjà vu la domination de l'impérialisme occidental. Ainsi tout son territoire se trouvait partagé par les pays impérialistes à la fin de la première guerre mondiale. Mais le peuple de Turquie ne tarde pas à s'organiser et mène la guerre de l'indépendance; d'où il sort vainqueur avec à sa tête Mustafa Kemal. Or l'indépendance nationale ne vaut rien si on ne conquiert pas l'indépendance économique. Etant donné le sous-développement du pays et la situation inachevée du mouvement démocratique bourgeois le capital-financier turc se met sans difficulté en collaboration avec l'impérialisme, surtout avec l'impérialisme américain. Ainsi les masses laborieuses de Turquie souffrent de plus en plus sous l'hégémonie du capital financier international soutenu par les gouvernements réactionnaires.

" C'est un coup d'état, mais la seule différence de celui de la Grèce c'est que nous n'avons pas pris le pouvoir directement, " disait un des commandants de l'état de siège dans les premiers jours du coup d'état militaire de 12 Mars 1971.

C'est parce que les contradictions internes des classes dominantes et de l'armée, le mécontentement augmentant des larges masses populaires, la situation de la Turquie partie " intégrante " du monde soi-disant " libre " (membre de l'O.N.U., du Conseil de l'Europe, etc.) ne leur permettaient pas.

Partant de ces conditions spécifiques du pays ils ont masqué le fascimes par une façade " démocratique ". Un nouveau gouvernement (gouvernement d'Erim) soi-disant " neutre " est formé. Les premières activités de ce gouvernement montrent clairement son caractère :

- instauration de l'état de siège dans onze départements du pays où le mouvement ouvrier et paysan était le plus intense ;

- " changement " de la Constitution de 1961 qui était l'aboutissement de la lutte démocratique des longues années ;

- répression sanglante contre les révolutionnaires, les démocrates et les progressistes ;

- liquidation de toutes les organisations révolutionnaires et progressistes (y compris le Parti Ouvrier de Turquie)

- suppression du droit des fonctionnaires d'état et des enseignants de s'organiser dans des syndicats.

La répression atteint aujourd'hui des dimensions très larges. Après avoir dissout les organisations de masse les forces réactionnaires ont poursuivi et poursuivent leurs actes anti-démocratiques et fascites en emprisonnant des centaines de démo-

TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

crates, de progressistes et de révolutionnaires ; en assassinant les patriotes (une dizaine depuis sept mois) ; en torturant les prisonniers politiques dans les locaux spéciaux de la police ; en brûlant les livres jugés marxistes (même l'Espoir de Malraux) sur des places publiques ... Bien évidemment loin d'accepter le principe de droit des peuples à se disposer d'eux-mêmes le gouvernement d'Erim a intensifié la répression sur le peuple Kurde. Les tribunaux militaires d'exception sont instaurés pour juger les patriotes qui sont pour l'indépendance, la démocratie et le progrès social.

L'IMPASSE DU GOUVERNEMENT ACTUEL

En poursuivant toujours leurs promesses de " réformes " le gouvernement dit " neutre " qui se trouve au sein d'une crise grave ne fait qu'augmenter le coût de la vie et le chômage, conséquence inévitable (entre autres) du développement d'un capitalisme désiquilibré sous l'hégémonie du néo-colonialisme U.S.. Tout en étant le représentant des grandes métropoles du capital financier international il se heurte à une opposition du parti de M. Demirel (Président du Parti de la Justice et l'ancien Premier Ministre). Il s'agit là, comme thème principal, de la liquidation des rapports de production archaïques dans l'agriculture préconisée par M. Erim, contredite par M. Demirel. Mais peut-on penser qu'ils sont arrivés à un compromis étant donné que le nouveau gouvernement (gouvernement réformé par M. Erim qui avait démissionné dans ces derniers jours) contient sept ministres du Parti de la Justice ? Pourtant il ne faut pas oublier que les contradictions entre les classes dominantes sont inévitables et insolubles.

Donc pour bien voir, est-ce que et comment le fascisme, une forme politique de répression ouverte du capital financier, arrivera au " pouvoir " il est indispensable de revenir aux motifs du coup d'état de 12 Mars. Trois points se dégagent :

- empêcher l'organisation économique et politique de la classe ouvrière et des masses laborieuses qui étaient en état de manifester activement leur mécontentement ;

- éliminer la tendance progressiste au sein de l'armée qui se préparait pour prendre directement le pouvoir ;

- situer une situation favorable au capital financier qui est en pleine crise, provoquée par les manifestations populaires et par la crise mondiale du capitalisme.

Il est possible que le capital financier puisse amortir cette récession dans laquelle se trouve la Turquie. Pourtant n'est-il pas juste de dire que cet amortissement ne peut-être que provisoire et que l'aiguisement des contradictions sociales provoquent des changements sociaux.

Les démocrates Français peuvent-ils rester indifférents devant la fascisation de la Turquie ?

Manifester notre solidarité à la lutte anti-fasciste de nos frères de Turquie est un devoir qui incombe à tous !

CHRISTIAN GONTIER

(en collaboration avec les camarades de Turquie en France)

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

— LE MONDE — 1er avril 1972 • • •

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA MERKEZİ • TÜSTAV ARŞİVİ

LA CONCLUSION TRAGIQUE DE L'ENLÈVEMENT EN TURQUIE

L'enlèvement des trois techniciens de la base de radar britannique d'Unyé, sur le littoral de la mer Noire, a provoqué la mort de treize personnes, dont les otages. On ne saura cependant sans doute jamais d'une manière précise comment le drame s'est effectivement terminé. Selon une première version officielle — rapportée par l'agence Anatolie, — les auteurs de l'enlèvement, encerclés depuis jeudi matin 30 mars par des forces armées, ont refusé de se rendre et se sont fait sauter à la dynamite avec leurs trois otages et un de leurs amis qui servait d'émissaire. Selon une deuxième version, officielle également, rendue publique un peu plus tard, les trois techniciens ont été tués par les militants gauchistes avant l'assaut des forces de l'ordre.

Dans cette deuxième version, il n'est plus question de dynamitage, alors que les correspondants de presse présents sur les lieux sont formels et font état d'une forte explosion qui aurait fait sauter le toit de tuiles de la maison peu avant l'assaut final du détachement qui assiégeait la demeure du maire de Kizildere. Y a-t-il eu « suicide collectif » des militants gauchistes désespérés de voir que toutes leurs offres en vue de négocier une reddition honorable étaient systématiquement repoussées ? Selon l'agence Reuter, il est possible que les versions contradictoires du drame reflètent la volonté des autorités d'empêcher que la version du suicide ne soit accréditée; celle-ci faisant des militants gauchistes des héros de leur cause. Une photographie des corps des trois techniciens a bien été montrée aux journalistes, mais il n'est pas possible d'affirmer si les victimes sont mortes des suites d'une explosion ou ont été tuées par balles.

Le rôle joué dans cette affaire par l'avocat Sener Sadi n'a pas été élucidé. Présenté par le gouvernement turc comme « l'ami » des gauchistes, il aurait selon les deux communiqués officiels péri dans la maison du maire, alors qu'il essayait de les persuader de se rendre aux autorités. On apprenait par la suite qu'il était indemne et n'avait pu pénétrer dans la demeure. Quel est donc le quatorzième cadavre qui, selon les termes du communiqué officiel, serait celui de Sener Sadi et qui aurait été découvert dans les décombres de la maison ?

D'autres questions se posent. Quel besoin les ravisseurs, après avoir passé toute la nuit de dimanche à lundi dans l'appartement des Britanniques, à Unyé, avaient-ils de bander les yeux des techniciens laissés sur place ? Pourquoi auraient-ils, comme l'assurent les autorités, parcouru la campagne « masqués et armés », attirant ainsi l'attention des paysans ?

Contradictions et anomalies donnent à penser que toute la vérité n'a pas été dite par les milieux officiels.

L'HUMANITÉ 1-4-1972

La tragédie de Kizildere leur sert de prétexte

Les généraux turcs accentuent la fascisation du régime

LE mystère demeure entier quant aux conditions exactes dans lesquelles les neuf membres de l' « armée de libération populaire » et les trois otages qu'ils détenaient ont trouvé la mort, jeudi après-midi, dans une maison du petit village turc de Kizildere. La dernière version donnée par le ministre de l'Intérieur, devant l'Assemblée nationale, contredit tellement les premiers rapports fournis sur place par des observateurs, qu'elle ne peut convaincre.

Comment expliquer, si ce que dit le ministre est vrai, qu'au cours de la violente fusillade qui a éclaté dans la maison après l'entrée de la troupe, tous les occupants aient été tués sans qu'un seul soldat fût seulement blessé ?

Ce n'est pas la seule invraisemblance des rapports de police, qui sont singulièrement muets sur les contacts établis avec les assiégés. On sait seulement que ces derniers demandaient, en échange des otages, la possibilité de quitter libres le pays.

Répression aggravée

Ce qui, par contre, apparaît très clairement aujourd'hui, c'est l'utilisation que le régime militaire entend faire de la conclusion tragique du rapt des trois techniciens de l'OTAN et de l'émotion soulevée en Turquie. Quelques heures après la fusillade, le gouvernement s'est, en effet, réuni pour préparer une nouvelle série de mesures répressives accentuant la fascisation du régime.

Alors que les étudiants de la Faculté des sciences d'Ankara se mettaient en grève vendredi pour protester contre la tuerie de Kizildere, la troupe a été immédiatement appelée pour investir la Faculté et arrêter les étudiants. Le gouvernement a publié aussitôt un communiqué avertissant les étudiants que les établissements universitaires seraient fermés à la moindre protestation.

Une large opposition populaire

Une des premières mesures envisagées pourrait être, dans l'immédiat, la prolongation indéfinie de l'état de siège qui est appliqué dans onze départements depuis un an et qui est prorogé tous les deux mois.

Six bombes ont explosé au cours de la nuit à Istambul. L'une visait un dépôt de matériel militaire et les autres des magasins.

Des actes isolés comme celui de l'enlèvement des trois techniciens étrangers de la base aérienne de Unye, qui viennent de trouver la mort à Kizildere, ne traduisent pas l'ampleur de la large opposition populaire au régime militaire qui a pris le pouvoir en Turquie le 12 mars 1971.

Malgré l'interdiction des syndicats et la suspension du droit de grève, les travailleurs manifestent dans les usines. Une des plus récentes grèves, à l'usine de verrerie de Pazabohie, a duré quarante-huit jours. Un ouvrier, père de six enfants, a été tué par la police.

Depuis le coup d'Etat, il y a un an, plus de 10.000 personnes ont été arrêtées pour leur opposition au régime. 5.000 attendent encore en prison le moment d'être jugées.

Les généraux doivent faire face à un redoublement du mécontentement populaire provoqué non seulement par l'augmentation du chômage et la hausse des prix catastrophique, mais aussi par les atteintes aux libertés essentielles.

La fusillade de Kizildere va leur servir d'« argument » pour tenter de serrer un peu plus la vis au peuple turc.

TÜSTAV SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜRKİYE

FRANCE NOUVELLE. — 17-4-1972

RÉGIME D'EXCEPTION EN TURQUIE

TÜSTAV SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Hilmi Demir



Le massacre de dix patriotes en Anatolie

La Turquie subit actuellement une politique de répression policière et d'atteinte aux droits démocratiques dont il importe de souligner l'ampleur et la gravité. En treize mois, depuis le coup d'Etat du 12 mars 1971, qui porta au pouvoir M. Nihat Erim, vingt-sept patriotes furent assassinés. En mars dernier, on apprit que cinquante-sept officiers et dix-sept sous-officiers, parmi lesquels figurent quelques généraux et colonels, furent exclus de l'armée, sous prétexte qu'ils « participaient aux diverses actions anarchistes et communistes ». L'expédition punitive qui fut à l'origine d'un massacre de dix patriotes, le 30 mars, dans un village d'Anatolie, les peines de mort demandées dans un procès de quatre-vingt-quatre officiers, le régime d'exception imposé à la suite

d'un récent enlèvement de trois techniciens britanniques, travaillant dans une base de l'O.T.A.N. en Turquie, ont révélé un profond malaise politique dans ce pays.

En même temps que s'y déploie une large résistance populaire et progressiste pour les droits et les libertés démocratiques, la période d'une année de fascisme en Turquie a été marquée par des actes qualifiés de « guérilla urbaine ou rurale ». Ils furent également l'objet d'une répression féroce et sanglante.

A ce sujet, on a pu évoquer les années de la guerre de libération nationale de la Turquie (1917-1923) où des maquis populaires, dirigés par des leaders paysans, combattaient les impérialistes et les féodaux, organisaient comme moyen de lutte des enlèvements et des attaques.

Aujourd'hui, la situation économique, sociale, politique et militaire de la Turquie est différente et le fait de l'enlèvement des trois Britanniques n'a pas de précédent dans toute l'histoire du mouvement de la gauche turque. Car, il n'a pas l'appui des masses populaires et donne prétexte à une répression qui a atteint son point culminant avec le massacre en Anatolie, le 30 mars dernier.

La gravité de cette politique du pouvoir à Ankara apparaît dans les « recommandations » du président de la République faites aux partis politiques.

Il leur demande de :

— Suspendre toute sorte de propagande en vue de la campagne électorale qui doit, en principe, s'ouvrir en 1973 ;

— Mettre fin aux conflits et aux discussions entre les partis politiques qui « créent une situation exploitable par les éléments anarchistes ». Cet avertissement est dirigé surtout contre le Parti républicain du peuple.

— Accepter de nouveaux amendements à la Constitution permettant au gouvernement de diriger par décrets-lois afin, dit-il, d'éviter les longues discussions au Parlement, dans le but de combattre encore plus efficacement « l'anarchie et le communisme » et d'accomplir rapidement des « réformes ».

— D'installer des tribunaux « pour la sécurité de l'Etat » (tribunaux spécialisés, dirigés contre les forces progressistes et socialistes).

Toutefois, la menace d'exécution de trois jeunes patriotes turcs divise l'opinion publique et les partis politiques.

Tous les partis réactionnaires, fascisants ou d'extrême-droite, « rassemblés » autour du « Parti de la justice » (parti gouvernemental d'avant le coup d'Etat du 12 mars 1971) se prononcent pour l'exécution de trois « bandits urbains ». Le Parti républicain du peuple (C.H.P.) s'oppose à l'exécution et demande à la Cour constitutionnelle de supprimer la loi les condamnant à mort. Cette prise de position a été déterminée par la fraction social-démocrate qui domine presque entièrement ce parti et qui, aujourd'hui, est l'objet d'une forte répression.

Au Sénat, outre les sénateurs du Parti républicain du peuple, le Groupe d'unité nationale, issu du coup d'Etat militaire progressiste du 27 mai 1960, comprend d'anciens leaders militaires. Il représente la fraction progressiste au sein de l'armée et s'oppose au pouvoir actuel.

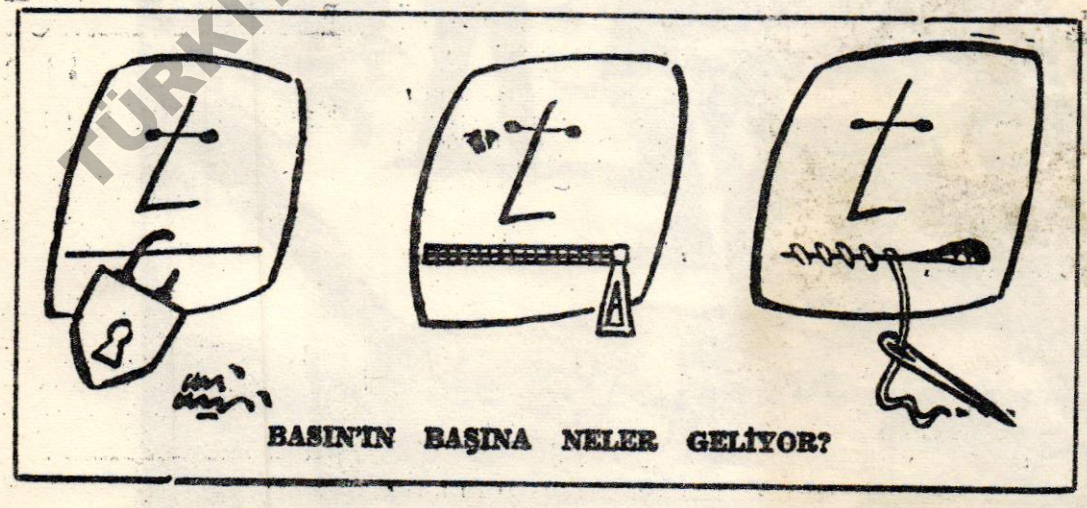
Malgré l'interdiction de toute sorte d'activités syndicales et de grève, ou autres formes de lutte démocratique ouvrière, de toute sorte de manifestation ou de réunion ayant un caractère politique — comme l'a montré très récemment (31 mars 1972) une grève au sud de l'Anatolie, réprimée par les forces armées — le mécontentement de la classe ouvrière et des larges masses populaires ne manque pas de s'exprimer.

Dans tout le pays on note des occupations de terre, réalisant avant la lettre les promesses officielles de la réforme agraire. Une pétition demandant la suppression de la condamnation à mort fut signée en janvier 1972 par plus de deux mille intellectuels, parmi lesquels plusieurs procureurs, députés, sénateurs et membres du Conseil d'Etat, des centaines d'avocats, d'ingénieurs, démocrates et progressistes.

La répression et la terreur armée, quels qu'en soient les prétextes, ne sont nullement suffisantes pour apaiser la colère populaire.

Le mouvement démocratique et socialiste était, avant le coup d'Etat du 12 mars 1971, à la veille de donner ses fruits : la formation d'un parti politique indépendant du prolétariat.

Aujourd'hui, l'unité des forces et des éléments de gauche dans un front rassemblant toutes les forces démocratiques, progressistes et nationales, parlementaires ou non, est le seul moyen susceptible de faire participer les masses contre le régime actuel d'exception, pour les droits et les libertés démocratiques, pour les revendications les plus urgentes. □



OU EN EST LA LIBERTE DE LA PRESSE EN TURQUIE?

16 Octobre 1972

TÜRKİYE SOSYALİST HAREKETİ ARŞİVİ
TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

. . . . . .

%00
AFP-091

LES DERNIERS MOMENTS DES CONDAMNES D'ANKARA

ANKARA, 6 MAI (AFP)

DEUX AVOCATS, MAITRES HALIT CELENK ET MAITRE MEHMET ERDOGAN, ONT ASSISTE DENIZ GEZMIS, YUSUF ASLAN ET HUSEYIN INAN LORS DE LEUR EXECUTION A ANKARA, AUX PREMIERES HEURES DE SAMEDI, APPREND-ON DE BONNE SOURCE A ANKARA.

LES TROIS REVOLUTIONNAIRES ONT REFUSE L'ASSISTANCE RELIGIEUSE DE L'IMAM MAIS ONT ACCEPTE DE FUMER LA DERNIERE CIGARETTE.

TOUS LES TROIS ONT ECRIT A LEURS PERES, YUSUF ASLAN AJOUTANT UNE LETTRE A SON VILLAGE.

DENIZ GEZMIS, PREMIER A MONTER SUR L'ECHAFAUD A 01H25, HEURE LOCALE, A CRIE "VIVE L'ARMEE DE LIBERATION POPULAIRE TURQUE, VIVE LE MARXISME-LENINISME". SON CORPS EST RESTE PENDU PENDANT 50 MINUTES.

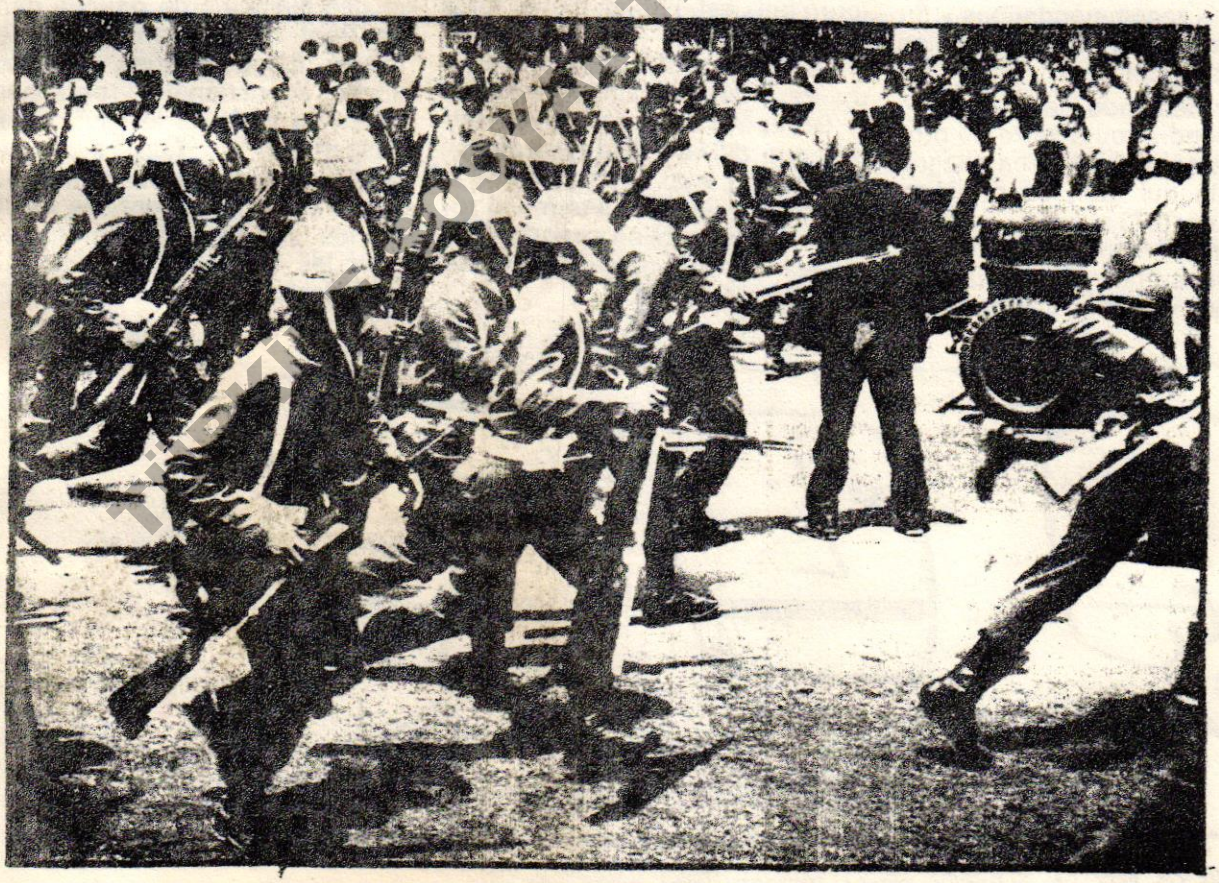
YUSUF ASLAN, EXECUTE A 02H25, A DECLARE QU'IL AVAIT LUTTE POUR L'INDEPENDANCE DU PEUPLE, "JE N'AI QU'UNE MORT, VOUS EN AUREZ PLUSIEURS", A-T-IL LANCE AUX AUTORITES.

HUSEYIN INAN, PENDU A 03H00 A DIT DE SON COTE: "JE N'AI PAS COMBATTU POUR MOI MAIS POUR LE PEUPLE. VIVENT LES OUVRIERS ET LES PAYSANS".

AFP ADS %22 06.17

. . . . . .

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ



TÜSTAV ARŞİVİ

19-4-1972

L'échec des militaires turcs

La démission de M. Nihat Erim de la présidence du conseil turc est la conséquence d'un échec, moins le sien que celui des militaires qui l'ont hissé au pouvoir. L'armée, ou plutôt un groupe disparate d'officiers supérieurs, lui avait confié en mars 1971 une double mission : imposer des réformes, rendues urgentes par une situation économique et catastrophique et une crise sociale aiguë ; rétablir, en priorité, l'ordre après une flambée de violences sans précédent dans l'histoire contemporaine de la Turquie.

La deuxième tâche, apparemment plus aisée que la première, avait fini par absorber presque entièrement le gouvernement Erim, sans pour autant déboucher sur un succès notable. La révolte des « gauchistes » — reflet et non cause de la crise — n'a été que partiellement maîtrisée. En revanche, le malaise général s'est aggravé à la suite d'une répression aveugle, dont l'ampleur et la brutalité rappellent l'ardeur du héros de la fable « l'Ours et l'Amateur des jardins », de La Fontaine. Le « pavé », sans atteindre la « mouche », écrasa l'ensemble de la gauche, des libéraux, des non-conformistes, des intellectuels et des syndicalistes.

L'opération a eu des conséquences prévisibles. Elle a affaibli, tant dans les rangs du Parlement qu'au sein du pouvoir, les partisans sincères d'une rénovation nationale au profit de cette « coalition des intérêts privés » que les militaires prétendaient combattre. Déclarant forfait, onze ministres résolument réformistes se retiraient, le 3 décembre dernier, du gouvernement Erim. Ils étaient remplacés par des conservateurs, davantage portés à faire régner l'« ordre » que la justice sociale.

Plutôt que de tirer la leçon de ce premier échec spectaculaire et d'adapter les moyens mis en œuvre à l'objectif fondamental qu'ils s'étaient assigné, les militaires attribuèrent au Parlement la responsabilité du glissement à droite. Certes, beaucoup de députés représentent ces « milieux d'affaires » tant décriés et qui sont accusés de « saboter » les tentatives d'assainissement « à tous les niveaux ». Mais, alors, pourquoi choisir parmi eux les exécutants d'une politique que l'on veut audacieusement réformiste ?

On avait cru, à la fin du mois dernier, que l'heure de l'épreuve de force avait sonné. Le 26 mars, le leader du parti républicain, M. Ismet Inonu, dénonçait les « tendances fascisantes » au sein de l'armée, et invitait cette dernière à « rentrer dans ses casernes ». Le lendemain, le Conseil national de sécurité adressait un sévère avertissement aux leaders politiques. Il leur demandait d'abandonner leurs « querelles stériles » et de donner à M. Erim le droit de gouverner à coups de décrets-lois. Le 7 avril, les quatre principaux partis refusaient tout net d'accorder des pouvoirs exceptionnels à l'exécutif.

La réaction des militaires a été, une fois de plus, pour le moins paradoxale. Après avoir accepté la démission de M. Erim, ils viennent de le remplacer par un homme « à poigne » encore plus conservateur que son prédécesseur.

Tout se passe comme si les détenteurs du pouvoir tentaient de poursuivre à tout prix l'expérience parlementaire, peut-être sur l'incitation de l'allié américain. Ce dernier, de toute évidence, ne tient pas à voir surgir en Méditerranée orientale, après la Grèce, une autre dictature militaire qui jetterait le discrédit sur l'alliance atlantique.

Cependant, la façade démocratique maintenue depuis l'intervention de l'armée le 12 mars 1971 s'effrite dangereusement. Elle risque fort de s'effondrer malgré la volonté de ceux qui s'abritent derrière elle.

La pendaison de trois leaders "gauchistes" accroît encore la tension en Turquie

Série d'explosions à Istanbul

Ankara, 7 mai (A.F.P., A.P., U.P.I.).

L'ANNONCE de l'exécution, samedi matin, des trois leaders de l' « armée de libération populaire », Deniz Geswiz, Yusuf Aslan et Huseyin Inan, a rendu encore plus pesante l'atmosphère de trouble et de tension qui règne dans la capitale turque depuis plusieurs jours. Les mesures de sécurité — les plus sévères depuis la crise de Chypre en 1964 — ont été encore renforcées samedi et dimanche par les autorités militaires qui redoutaient que les mouvements extrémistes de gauche ne déclenchent une vague d'attentats en signe de représailles.

Dimanche matin sept explosions ont retenti à Istanbul en moins d'une demi-heure. Un étudiant en droit a eu les deux mains et une jambe arrachées par l'explosion de l'engin qu'il allait jeter sur une résidence universitaire. Les autres bombes avaient été placées devant un cinéma, une banque, dans un taxi et sur une locomotive. Trois gardiens de nuit ont été blessés.

Malgré d'ultimes appels à la clémence lancés par plusieurs chancelleries européennes, Gezmiz Aslan et Inan, qui étaient devenus pour leurs partisans les symboles vivants de la « lutte révolutionnaire » ont été pendus samedi à l'aube.

Condamnés à la peine capitale par une cour martiale pour « complot en vue de renverser le régime par la force », les trois révolutionnaires sont morts « *avec courage* », ont déclaré les deux avocats qui les assistaient. Ils ont refusé l'assistance religieuse de l'Imam, mais ont accepté la dernière cigarette. Puis ils ont obtenu de leurs bourreaux de renverser eux-mêmes le tabouret utilisé pour la pendaison après avoir crié : *Vive l'indépendance de la Turquie ! Vive le marxisme-léninisme ! Vive le peuple !*

Les corps des suppliciés ont été transférés ensuite de la prison civile d'Ankara au domicile de leurs familles. Les obsèques ont été célébrées dans la plus grande discrétion. Au même moment, dans le centre de la capitale, l'armée rendait les derniers honneurs au gendarme mort vendredi soir des suites des blessures reçues lors de la tentative d'enlèvement du général Kemalettin Eken, commandant la gendarmerie nationale. Cette opération des « gauchistes », tout comme le détournement d'un avion de ligne sur Sofia mercredi dernier, était destinée à « sauver » les trois condamnés à mort.

La politique du pire

A présent, l'armée turque est en état de pré-alerte dans tout le pays et le couvre-feu a été étendu à Ankara de onze heures du soir à cinq heures du matin. Des dizaines de milliers de soldats et de policiers effectuent sans cesse des patrouilles dans les grandes villes. D'autre part, l'ambassade américaine a invité ses ressortissants à prendre des « précautions spéciales ».

Les observateurs se demandent, aujourd'hui à Ankara, si la « politique du pire » des extrémistes n'a pas atteint son but jusqu'à un certain point en orientant vers un pouvoir fort un pays où désormais toute tendance « de gauche » devient suspecte. Le premier ministre désigné, M. Urguplu, après avoir conféré samedi avec le président Sunay pour tenter de résoudre la crise politique, a informé les leaders politiques qu'il n'accepterait de former un gouvernement qu'avec le concours de « *tous les partis* ». Il estime que toutes les réformes réclamées par les chefs militaires depuis un an ne peuvent être appliquées avant les élections prévues pour octobre 1973.

A l'étranger, la pendaison des trois leaders révolutionnaires a provoqué plusieurs manifestations. Environ trente jeunes gens ont occupé samedi pendant un quart d'heure l'ambassade de Turquie à Stockholm. A Amsterdam, une bombe fumigène a été lancée contre la vitrine du bureau de la compagnie aérienne nationale turque. Enfin, des inconnus ont brisé plusieurs vitres du consulat turc à Munich.

rendus samedi avant l'aube trois jeunes patriotes sont morts courageusement

L'HUMANITE
8-5-1972

ANKARA, 7 mai. — Trois jeunes patriotes turcs ont été pendus samedi, peu avant l'aube, dans la cour de la prison centrale de la capitale.

Deniz Gezmis, 25 ans, Yusuf Aslan, 25 ans, et Huseyin Inan, 23 ans, ont été exécutés dans une ville en état de siège, dans une prison encerclée par la troupe. Une garde spéciale composée de cent officiers armés de mitraillettes avait pris position à l'intérieur de la prison. Les journalistes ont été maintenus à l'écart des bâtiments pénitentiaires malgré leurs laissez-passer.

Les trois jeunes gens ont eu les mains liées derrière le dos. On leur a passé une cagoule blanche. Une pancarte où était inscrit le jugement les condamnant à mort a été accrochée au cou de chacun d'eux.

Avant de monter à la potence, tous les trois avaient écrit à leurs parents. Yusuf Aslan a ajouté une lettre aux habitants de son village.

Les autorités turques auront fait preuve de bassesse jusque dans l'exécution de ces jeunes gens, en faisant annoncer par l'agence Anatolie et par la radio qu'ils étaient « terrorisés ».

Premier à monter sur l'échafaud, Deniz Gezmis a crié : « **Vive la grande idéologie marxiste-léniniste. Vive la lutte pour l'indépendance. Maudit soit l'impérialisme. Vive l'Armée Populaire de Libération. Gloire à la lutte du peuple kurde pour son indépendance ! »** Son corps est resté pendu pendant cinquante minutes.

Yusuf Aslan a dit à ses bourreaux : « **On ne meurt qu'une fois et je mourrai avec honneur pour l'indépendance du peuple. Pour mes bourreaux, chaque jour de leur vie sera un jour de mort dans le déshonneur. Nous avons servi le peuple, nos bourreaux sont les valets de l'Amérique. Vivent les révolutionnaires, maudit soit le fascisme ! »**

Huseyin Inan est monté le dernier à la potence en déclarant : « **Je n'ai pas combattu pour moi, mais pour le peuple. Vivent les ouvriers et les paysans ! »**

Les trois jeunes patriotes avaient exigé qu'une fois la corde tendue autour de leur cou, ils renverseraient eux-mêmes la chaise sur laquelle ils devaient monter.

Ils avaient été arrêtés à la suite de l'enlèvement, en février 1971, d'un sergent américain, puis, en mars, de quatre autres militaires américains qui avaient, tous, été relâchés indemnes.

Ils avaient tenté de prendre le maquis mais ils furent arrêtés, faute de soutien dans les campagnes. Les activités de petits groupes analogues servirent de prétexte à l'état-major pour proclamer l'état de siège, dissoudre toutes les organisations progressistes et jeter en prison un grand nombre de leurs militants.

En Turquie et dans le monde entier, l'annonce de la triple exécution avait soulevé l'émotion des démocrates. En France, le Parti Communiste avait adressé, vendredi, un message au président Sunay.

Ces protestations ne sauraient cesser. D'autres crimes se préparent. Six patriotes turcs sont menacés de mort. Il faut arrêter la main des bourreaux.



HALKIN DOSTLARI Juin 1971

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

CONDAMNÉS EN OCTOBRE 1971

LE MONDE 7-8 Mai 1972

Trois «gauchistes» ont été pendus à Ankara

Les trois « gauchistes », condamnés à mort le 9 octobre 1971 pour « tentative de renverser, par la force, l'ordre constitutionnel en Turquie » ont été pendus avant l'aube, ce samedi 6 mai. Les trois dirigeants de l' « Armée de libération populaire », — Denis Gezmis, Yusuf Aslan, Huseyin Inan, — ont refusé l'assistance religieuse de l'iman, après avoir écrit à leurs familles. Il s'agit des premières exécutions capitales depuis l'instauration, le 12 mars 1971, d'un gouvernement directement contrôlé par l'armée.

La fin tragique des trois guérilleros ne manquera pas de frapper l'imagination de leurs jeunes compatriotes. Ils n'avaient pas vingt-cinq ans. Ils ont attendu leur sort, heure par heure, pendant cent quatre-vingt-dix-huit jour, dans la cellule des condamnés à mort. Vêtus de chasubles blanches, les mains liées derrière le dos, ils se sont dirigés, la tête haute, jusqu'à la potence, où ils ont obtenu de leurs bourreaux, une fois la corde autour du cou, de renverser eux-mêmes le tabouret sur lequel ils étaient montés.

Jusqu'au dernier moment, ils ne renièrent pas leurs convictions. Il y a un mois et demi, ils refusèrent une offre des autorités de leur assurer la vie sauve en échange d'une *« déclaration de repentir »*. Au pied du gibet, Gezmis s'écria : *« Vive l'indépendance de la Turquie ! Maudit soit l'impérialisme ! Vive le marxisme-léninisme ! »* Aslan a déclaré à ceux qui l'entouraient : *« Je meurs avec honneur, vous mourrez plusieurs fois dans le déshonneur : j'ai servi mon peuple, vous êtes à la solde des Etats-Unis. »* Inan, enfin, a hurlé : *« Vivent les ouvriers et les paysans ! »*

Les avocats des inculpés avaient fait valoir que les violences auxquelles leurs clients s'étaient livrés — et qui n'avaient entraîné aucune mort d'homme — s'expliquaient notamment par les conditions socio-économiques qui prévalent en Turquie, par une profonde crise qui mine une société dans laquelle les moyens de freiner la misère sont pratiquement nuls. L'exploitation à l'intérieur, ajoutaient-ils, est intimement liée à la dépendance de la Turquie à l'égard des capitaux étrangers, en particulier américains. Fidèles à Ataturk, les jeunes guérilleros entendaient conquérir l'indépendance nationale. Le procès était donc, de nature éminemment politique. Qu'importe... Le tribunal militaire refusa de prendre en considération les motivations des inculpés.

Les accusés, ont soutenu encore les avocats, avaient décidé de déclencher la guérrilla urbaine parce que l'Etat bloquait toute évolution politique, économique et sociale, encourageait les violences perpétrées par des groupes d'extrême droite ou des éléments de la police (qui avaient coûté la vie, de juillet 1968 à avril 1971, à plus de vingt jeunes gens), bafouait systématiquement la Constitution, considérée comme « progressiste » par les guérilleros. Précisément, l'un des principaux arguments avancés par les chefs de l'armée pour justifier leur prise du pouvoir, en mars 1971, était la violation de la Constitution par ceux qui étaient chargés de l'appliquer. Qu'importe... Le tribunal militaire retint le chef d'accusation selon lequel les inculpés voulaient renverser l'ordre établi et instaurer un régime *« marxiste-léniniste »*.

Les avocats ont fait valoir que si des jeunes ont eu recours à leur tour à la violence, faute de moyens légaux pour faire évoluer la société, c'est cette dernière qui en est responsable, et non les jeunes. M. Nihat Erim, le premier ministre (actuellement démissionnaire) n'avait-il pas maintes fois déclaré, écrit dans ses livres, à l'époque où il enseignait le droit public, que les *« citoyens ont le droit légitime de se soulever si les dirigeants les oppriment »* ? Qu'importe... le tribunal militaire a jugé que l'ordre doit à tout prix régner.

Qu'importe...

Les défenseurs des trois inculpés ont plaidé la non-validité de la loi de l'état de siège qui n'a pas été soumise à l'examen de la Cour constitutionnelle, l'illégalité de la nomination des juges militaires par l'état-major des forces armées, ainsi que l'application rétroactive de la jurisprudence militaire à des faits qui se sont produits avant l'instauration de l'état de siège ; ils ont plaidé contre les irrégularités, les vices de forme, les tortures qui auraient été infligées aux accusés. Qu'importe... le tribunal (avant le Parlement, appelé à se prononcer) a statué que la procédure était sans faille.

Les interventions en faveur des condamnés à mort ont été nombreuses, tant à l'étranger qu'en Turquie même. M. Ismet Inonu, leader du parti républicain du peuple, a entrepris personnellement des démarches pressantes auprès du chef de l'Etat, M. Cevdet Sunay. A la suite de plusieurs gouvernements européens, le chancelier autrichien Bruno Kreisky a adressé, quelques heures avant l'exécution, un ultime appel au président Sunay. Mais la raison d'Etat l'emporta sur la clémence.

Pourquoi en serait-il autrement, puisque le rapport des forces, dans le combat engagé, est nettement en faveur de l'Etat ? Une armée aguerrie de cinq cent mille hommes, sans compter la gendarmerie et les forces auxiliaires, affronte quelques poignées de desperados. Ceux-ci ne peuvent même pas se prévaloir d'un réel soutien populaire. Si leurs motivations sont comprises, ou approuvées, par beaucoup de Turcs — y compris au sein des partis politiques, — leurs analyses politiques et surtout leurs méthodes suscitent le plus souvent l'incompréhension, voire l'hostilité.

L'enlèvement l'année dernière de soldats américains ainsi que du consul d'Israël et de techniciens britanniques (qui ont connu une fin tout autant tragique qu'absurde), le détournement, il y a deux jours, d'un avion, acte qui n'a servi à rien, sinon à assurer le droit d'asile en Bulgarie des ravisseurs, consolident, en dernière analyse, les partisans d'une dictature dans un pays qui fut, jusqu'en mars 1971, l'un des plus libéraux d'Europe.

Il n'en reste pas moins qu'en exécutant les trois *« gauchistes »* les autorités ont pris le risque de faire d'eux des héros. Quoique divisée sur l'appréciation des méthodes utilisées par les guérilleros, l'Union des étudiants turcs en France écrit : *« L'exécution des sentences restera à jamais pour nous, les jeunes, un événement d'actualité puisque l'enjeu est l'avenir de notre pays, de notre peuple, celui de la démocratie elle-même. »*

ERIC ROULEAU.

LE MONDE 23-7-1972

UN CINÉASTE DE RENOM risque une lourde peine de prison

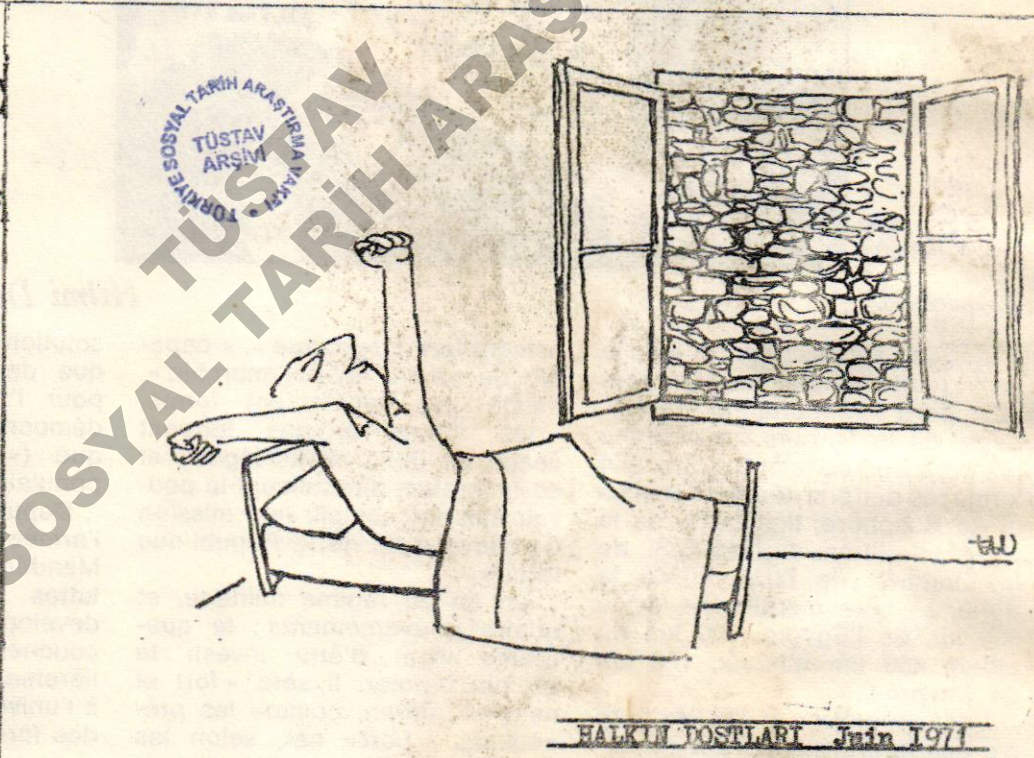
L'un des plus grands cinéastes turcs — certains critiques le considèrent comme le meilleur — risque d'être condamné par le tribunal militaire d'Ankara à une peine de prison supérieure à dix ans. Yilmaz Guney est accusé d'avoir porté secours — ce qu'il nie énergiquement — à de jeunes « anarchistes » qui, par la suite, ont été arrêtés et condamnés pour activités terroristes.

Issu d'une modeste famille de paysans d'Anatolie, Guney était devenu célèbre en Turquie en incarnant dans de nombreux films d'aventures des personnages opprimés et héroïques. Scénariste, nouvelliste, romancier, il vient d'obtenir — alors qu'il se trouve en prison depuis quatre mois — le prix littéraire Orhan-Kemal pour son œuvre *Ils sont morts vaincus*.

Il attire l'attention du cinéma mondial en réalisant son premier film, *Seyyit Han*, en 1968. Il est alors âgé de trente-cinq ans. Il ressort des films qu'il produit par la suite que Guney ne cherche pas seulement à distraire mais à témoigner — par un langage cinématographique original et violent — des dures réalités de son pays. Les téléspectateurs français ont pu s'en rendre compte en voyant sa *Légende du mouton noir*.

L'Espoir, présenté en 1971, hors concours, aux festivals de Cannes et de Berlin-Ouest, suscite l'admiration des critiques. (...)

(...) Plus de cent cinquante acteurs, réalisateurs, critiques de cinéma, hommes de théâtre européens ont signé un appel en faveur de la libération de Yilmaz Guney. — E. R.



HALKIN POSTLARI Juin 1971

FIGARO — YILMAZ GUNEY EN PRISON — 27-7-1972

Le talent est-il devenu subversif en Turquie ?

LA Turquie d'aujourd'hui a peu de grands artistes. On connaît un sculpteur, deux peintres, une romancière, un poète turcs de niveau international, pas plus. Et tous ces hommes vivent à Paris, à Londres ou à New York. Seul, ou presque, le grand cinéaste Yilmaz Güney avait accepté de travailler en Turquie. Cela ne lui a pas réussi : il est depuis quatre mois en prison à Istanbul. (...)

Cent soixante artistes du monde entier et de tous les horizons viennent donc de demander la libération immédiate du metteur en scène turc qui, on a pu l'apprendre, est en plus dans une situation physique particulièrement préoccupante après ces mois de détention préventive. Jean-Louis Barrault, Elizabeth Taylor, Richard Burton, Roger Planchon, Jean-Luc Godard, Alida Valli, Jacques Demy, Henri Langlois, sont parmi les très nombreux signataires de cette pétition.

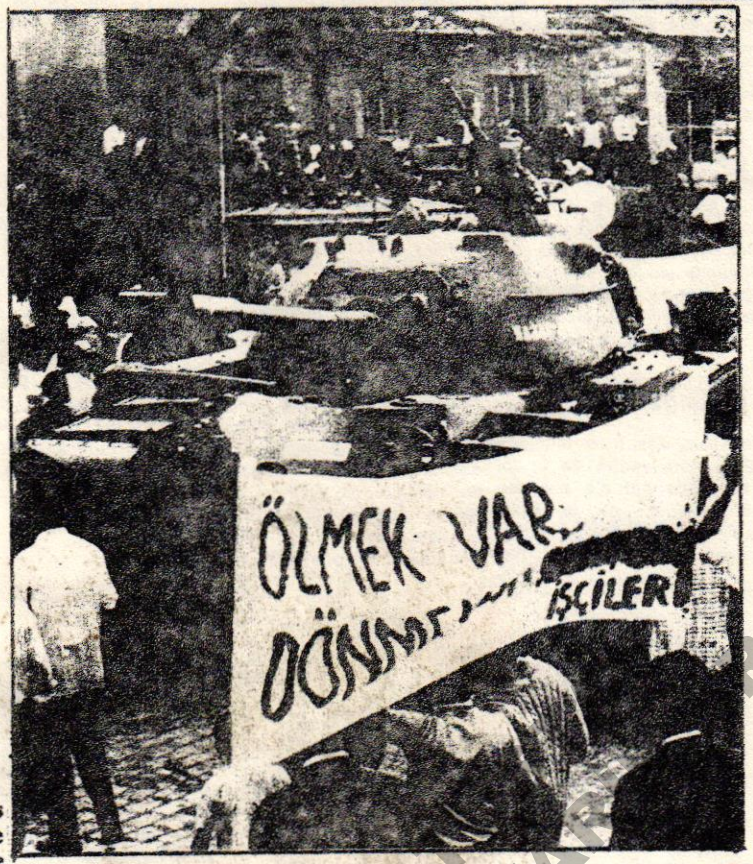
On espère que le gouvernement d'Ankara se souviendra de la leçon de l'Histoire qui a toujours condamné les régimes qui emprisonnent leurs artistes, et qui tirent leur revolver quand ils entendent le mot culture.

Thierry Desjardins.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİV TÜSTAV SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

France nouvelle
4-10 juillet 1972

«L'HOMME MALADE» DE L'OTAN



Plus militaire que parlementaire !

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ

Hilmi Demirci et Nadi Firat

Un simple regard sur la carte permet de comprendre l'importance stratégique de la Turquie : elle forme le littoral sud de la mer Noire, elle ferme les détroits des Dardanelles et du Bosphore, limitrophe de la Grèce, de l'Iran, de l'U.R.S.S., de la Bulgarie, de l'Irak et de la Syrie, sa côte méridionale est à 500 km de l'Egypte, 200 km du Liban, 400 km d'Israël, 100 km de Chypre !...

Voilà pourquoi le peuple turc n'a pas le droit d'accéder au développement économique et à la liberté politique.

Voilà pourquoi la Turquie, jonction entre les pactes militaires de l'O.T.A.N. et du C.E.N.T.O., est une semi-colonie de l'impérialisme américain, qui y possède plusieurs bases importantes comme celles d'Adana et de Diyarbakir.

Voilà pourquoi ILS pendent à Ankara !...

Depuis plus d'un an la Turquie vit sous le régime dit « militaro-parlementaire ». C'est, en effet, le 12 mars 1971 que le président de la République Cevdet Sunay reçut le mémorandum de l'armée l'avertissant que, si « un gouvernement fort et respecté », « capable de mettre fin à l'anarchie », n'était pas rapidement formé, « les forces armées feraient usage de leurs droits légaux et assumeraient directement le pouvoir afin d'accomplir leur mission de sauvegarde de la République turque ».

Un an de régime militaire, et quatre gouvernements ; le quatrième vient d'être investi le 22 mai dernier. Il sera « fort et neutre », dit-on, comme les précédents. « Fort » car, selon les vœux de la réaction et de l'impérialisme, il serait capable « d'écraser le communisme et l'anarchie », « neutre » (sic) parce qu'il « est démocratique » (resic) et hors du parlement, c'est-à-dire, en fait, hors de son contrôle et sous la coupe des généraux.

Une telle instabilité dans les couches dirigeantes n'est pas sans rappeler le déclin du régime ottoman, qu'on appelait alors « l'homme malade » de l'Europe. La crise actuelle, économique et politique, est très grave, avec cette précision qu'elle est liée à la domination américaine et européenne qui s'étend sur les secteurs de l'économie turque. Sa solution ne peut se concevoir que dans le cadre de la lutte pour l'indépendance, pour une démocratie économique et politique (« révolution démocratique populaire »).

Depuis le renversement par l'armée du régime dictatorial de Mendérès le 27 mai 1960, les luttes démocratiques s'étaient développées en Turquie, dans les couches populaires, tout particulièrement de la classe ouvrière, à l'université, voire au sein même des forces armées.

La dictature... du « Monde libre »

Les 15 et 16 juin 1970 plus de 100.000 manifestants ouvriers défilèrent à Istanbul. La répression fit trois morts.

C'est cela que n'ont pu admettre la réaction « nationale » et l'impérialisme. A la faveur de l'état de siège, le Parti ouvrier, seul parti de gauche légal, et toutes les autres organisations progressistes ont été dissous, de nombreux démocrates et révolutionnaires ont été arrêtés, plusieurs patriotes exécutés.

Que représentent ceux qui, au pouvoir, tentent de surmonter la

crise dans le cadre de l'actuel régime ?

« Le Parti de la justice » (1) (A.P.), héritier du Parti « démocrate » de Mendérès, a huit ministères ; il est majoritaire à la chambre et au sénat. Après la rituelle et formelle référence à la volonté de faire de la Turquie « un pays libre, démocratique et développé, dans le monde libre », le programme de ce Parti, restant en cela fidèle à son fondateur, se prononce pour une politique de « lutte conséquente contre les courants extrémistes qui tendent à confronter les diverses couches de la société les unes contre les autres..., pour une unité nationale et une intégrité territoriale ».

Parti des puissances d'argent locales, d'une fraction des grands propriétaires fonciers et du capital usurier, le « Parti de la justice », réactionnaire et anti-communiste viscéral, porte la responsabilité de nombreux meurtres d'ouvriers, de paysans, d'étudiants.

Quand au « Parti républicain du peuple » (C.H.P.), le Parti historique, créé par le fondateur de la Turquie « moderne », Mustapha Kemal Ataturk, dirigé pendant de nombreuses années par Ismet Inonu, chef d'Etat de 1938 à 1950, il fait figure de parti d'opposition d'autant plus que la tendance de droite (celle d'Inonu) a été battue au dernier congrès du Parti, les 7 et 8 mai dernier, par la fraction de centre-gauche voire même sociale-démocrate.

Le nouveau président du C.H.P., M. Ecevit a condamné (2) « le groupe qui, n'ayant aucun appui dans le Parti et dans le peuple, profite des conditions exceptionnelles, nées de la situation créée après le 12 mars, pour tenter, avec l'appui du gouvernement, de prendre en main le « C.H.P. » pour lui faire rompre ses liens avec le peuple, le faire dévier de son chemin progressiste pour en refaire un parti au service des milieux d'affaires ».

Contre le fascisme,
la réaction,
avec le peuple !

Quant au Parti de la confiance nationale (M.G.P.), bénéficiant de deux ministères et du poste de premier ministre, il n'est qu'une variante de la réaction, particulièrement pro - américaine et maccarthyste.

La coalition gouvernementale n'a qu'une homogénéité relative, des contradictions apparaissent au sein même des partis qui la soutiennent.

Le Parti « C.H.P. » s'est prononcé contre les pressions militaires, contre la « pseudo-démocratie » qui règne en Turquie.

C'est-à-dire que des facteurs d'évolution, certes limités, existent, y compris dans les partis officiels.

De 1962 à 1969, le déficit du commerce extérieur de la Turquie est passé de 33 millions de dollars U.S. à 69,6 millions de dollars U.S. (3). La tendance est à l'aggravation de cette dépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

Ceci implique le choix simple auquel sont confrontés les hommes politiques turcs, en particulier ceux du Parti républicain (et à travers eux, les couches moyennes qu'ils représentent) : laisser s'accentuer cette mainmise de l'impérialisme ou s'engager dans une voie radicale anti-impérialiste et antimonopoliste ce qui nécessite la rupture avec la politique de collaboration de classe. « Une nation désorganisée est une nation d'esclaves » disait un vieux militant communiste turc. Il est évident que le coup de force des généraux a fait marquer un recul considérable aux forces de gauche et a désorganisé, par la répression, les masses populaires.

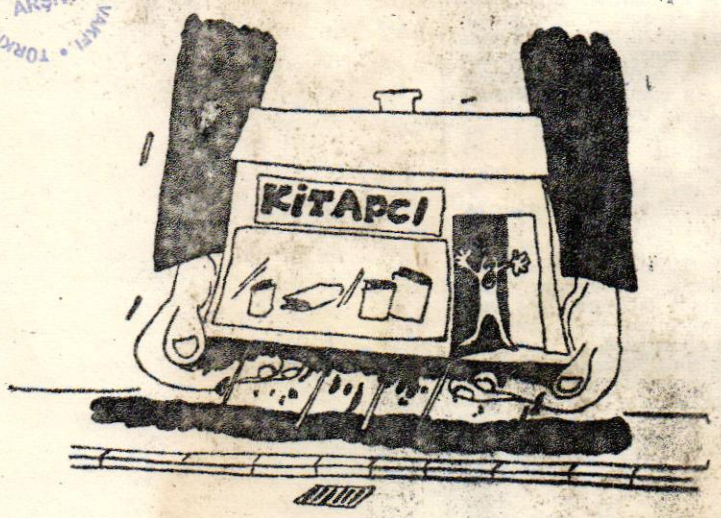
Le régime actuel, compte tenu de son caractère militaro-policier et de ses liens étroits avec les Américains, ne peut être renversé que par la participation croissante à la lutte des larges masses populaires. Pour l'heure, les partisans du socialisme scientifique, l'avant-garde de la classe ouvrière, poursuivent une politique qui vise à limiter les pertes subies de par la répression et tend à rassembler toutes les forces de gauche, notamment socialistes et communistes, ainsi que les forces progressistes et nationales autour d'un programme de contenu démocratique d'indépendance nationale.

Cette lutte contre l'impérialisme, le fascisme et la réaction, pour une véritable indépendance et une démocratie économique et politique est une partie inséparable de la lutte pour le socialisme.

Elle est de l'intérêt du peuple turc et de tous les peuples du Proche-Orient, victimes de l'impérialisme. □

(1) Les initiales sont celles des noms turcs des partis considérés.
(2) Les cinq membre du « C.H.P. » qui siègent au gouvernement appartiennent à l'aile droite du Parti.
(3) Selon le rapport économique de « l'Union du commerce et des chambres industrielles et des chambres du commerce ». Ankara, 1970.

TÜSTAV SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARŞİVİ



"LIBRAIRIE"

TOPLUM

LE MONDE 25-10-1972

L'Assemblée européenne de Strasbourg s'inquiète du respect des droits de l'homme à Ankara

De notre correspondant

Strasbourg. — Au moment où l'incertitude subsistait sur le sort des passagers de l'avion turc détourné vers la Bulgarie, la situation en Turquie a été au centre des discussions de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe lundi à l'occasion d'un débat sur l'extension des droits de l'homme.

Pour la première fois, la situation résultant de l'application de la loi martiale en Turquie depuis dix-huit mois était inscrite officiellement à l'ordre du jour de la commission politique de l'Assemblée. D'après M. Dankert, représentant travailliste néerlandais, qui a porté le problème devant la commission réunie à huis clos, une bonne partie de l'Assemblée a pris conscience des dangers que courent les droits de l'homme en Turquie à l'heure actuelle. Mais le moment n'est pas aux condamnations formelles, qui ont entraîné en d'autres temps l'exclusion de la Grèce à l'Assemblée de Strasbourg. Il semble, d'après le parlementaire hollandais, qu'on essaye de rechercher, avec la prudence requise en la matière, une solution susceptible de concourir au rétablissement des libertés démocratiques garanties par la convention européenne des droits de l'homme.

En débat public, pourtant, bon nombre de parlementaires n'ont pas ménagé leurs critiques au régime résultant de la loi martiale par le gouvernement d'Ankara. En premier lieu, M. Dankert estima inutile de discuter l'extension des droits de l'homme du moment que deux pays, la France et la Suisse, n'avaient pas encore ratifié la convention protégeant ces droits et que la Turquie en avait suspendu la garantie depuis le mois de mars 1971. Selon des témoignages dont il ne pouvait contester le bien-fondé, l'orateur a fait état de très nombreux cas de tortures systématiques et de condamnations arbitraires, de journalistes en particulier, pour des affaires remontant à la période précédant l'institution de la loi martiale. D'autres menaces pèsent sur l'évolution démocratique de la Turquie, selon M. Dankert, puisque le nouveau code pénal permet d'éliminer des partis politiques se réclamant de doctrines socialistes.

De son côté, Mme Aasen, travailliste norvégienne, a évoqué les responsabilités des autorités turques dans l'application de la loi martiale. « *Le terrorisme doit être combattu mais ne doit pas conduire à voir appliquer des violences de façon officielle. Nous avons le devoir de nous faire entendre quand il y a torture.* » L'orateur suggéra qu'une commission composée de représentants d'institutions humanitaires puisse se rendre en Turquie à l'invitation du gouvernement pour se rendre compte de la situation. La proposition fut reprise de façon plus directe par M. Ahlmark (libéral suédois), qui voulait savoir si les autorités d'Ankara accepteraient l'envoi d'une telle commission d'enquête. Il n'obtint pas de réponse, ni de M. Bayülken ni de M. Feyzioglu (parti de la confiance turque), qui s'éleva vivement, à plusieurs reprises, contre les orateurs, leur reprochant de « *colporter des inventions de terroristes* ».

M. Feyzioglu fut suivi par plusieurs représentants, en particulier par deux libéraux. M. de Clerq (P.L.P., Belgique), déplora la façon dont le gouvernement turc avait été mis en cause. M. Reverdin (libéral démocrate, Suisse), ancien président de l'Assemblée, nota que « *la Turquie vit sous le régime de la loi* », et déclara redouter de voir le Conseil de l'Europe « *larguer la Turquie comme il a largué la Grèce* ».

De son côté, M. Bayülken s'attacha à distinguer deux formes de violence : l'une, compréhensible à la rigueur, résultant de causes politiques profondes ou d'une « *frustration sans fin qui nourrit la désespérance* » ; l'autre résultant d'intentions délibérées. Cette dernière est « *une nouvelle sorte de terrorisme subversif qui est organisé, financé et armé de l'étranger, et qui arbore pour objectif l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale des nations* ». — J.-C. H.

LE MONDE

« Chasse aux sorcières » contre les enseignants progressistes

Correspondance

Ankara. — « *Il faut que ces amendements constitutionnels soient adoptés pour écarter les éléments anarchistes dans les universités, si le Parlement veut mettre fin aux menées de ceux qui essaient d'élever nos jeunes avec les idéaux du communisme international.* » C'est ce que déclarait récemment le premier ministre turc, M. Ferit Melen, tout en déplorant que le Conseil d'Etat annule souvent les décisions administratives révoquant ou mutant des fonctionnaires progressistes. Le chef du gouvernement concluait devant les députés : « *Accordez-nous des pouvoirs, nous les épurerons dans les vingt-quatre heures.* »

Tandis que le quotidien *Yeni Ortam* indique que plus d'une centaine d'universitaires ont dû cesser leur travail depuis l'an dernier, les rumeurs d'une épuration générale commencent à inquiéter même les modérés. Principales victimes de cette « purge », des assistants et chargés de cours ont été arrêtés à la suite d'une vague de dénonciations. La plupart d'entre eux ont été, par la suite, libérés ou acquittés, mais ils n'ont pu se faire réintégrer dans leurs facultés respectives.

La non-reconduction des contrats, la fermeture pure et simple de certains départements, voire l'abandon de certains cours jugés « *subversifs* » dans plusieurs établissements, se révèlent de pratique courante pour éliminer les jeunes enseignants réputés de gauche lorsqu'on ne peut invoquer une poursuite judiciaire. Les professeurs, qui jouissent de garanties juridiques plus substantielles, attendent avec inquiétude la prochaine loi relative aux universités. Ils craignent qu'elle ne donne au gouvernement la faculté de procéder à un « *nettoyage* », soit directement (en 1960, cent quarante-sept professeurs avaient été évincés de leur chaire), soit par l'intermédiaire de dirigeants universitaires conservateurs.

On ajoutera à ce tableau les déboires des instituteurs membres du TOS (Syndicat des enseignants de Turquie), maintenant dissous, les amendements constitutionnels de septembre 1971 interdisant aux fonctionnaires de se syndiquer, les dénonciations dont sont victimes les instituteurs de campagne qui travaillent dans un milieu hostile et traditionaliste. Arrêtés et interrogés, ils se voient d'emblée attribuer l'étiquette d' « anarchiste » dont ils ne parviennent plus à se débarrasser lorsqu'ils sont libérés après de longues gardes à vue. Des chefs zélés ne manquent pas alors de les faire muter dans une autre ville. M. Etin Yilmaz, député du parti républicain du peuple, affirmait récemment que trois mille cinq cents instituteurs furent « raflés » dans les jours qui suivirent la proclamation de la loi martiale en avril 1971, mais que vingt-neuf seulement furent finalement maintenus en détention, ce qui donne une idée de l'ampleur de cette « *chasse aux sorcières* ».

ARTUN UNSAL.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

TUSTAV ARŞİVİ

T O R T U R E S

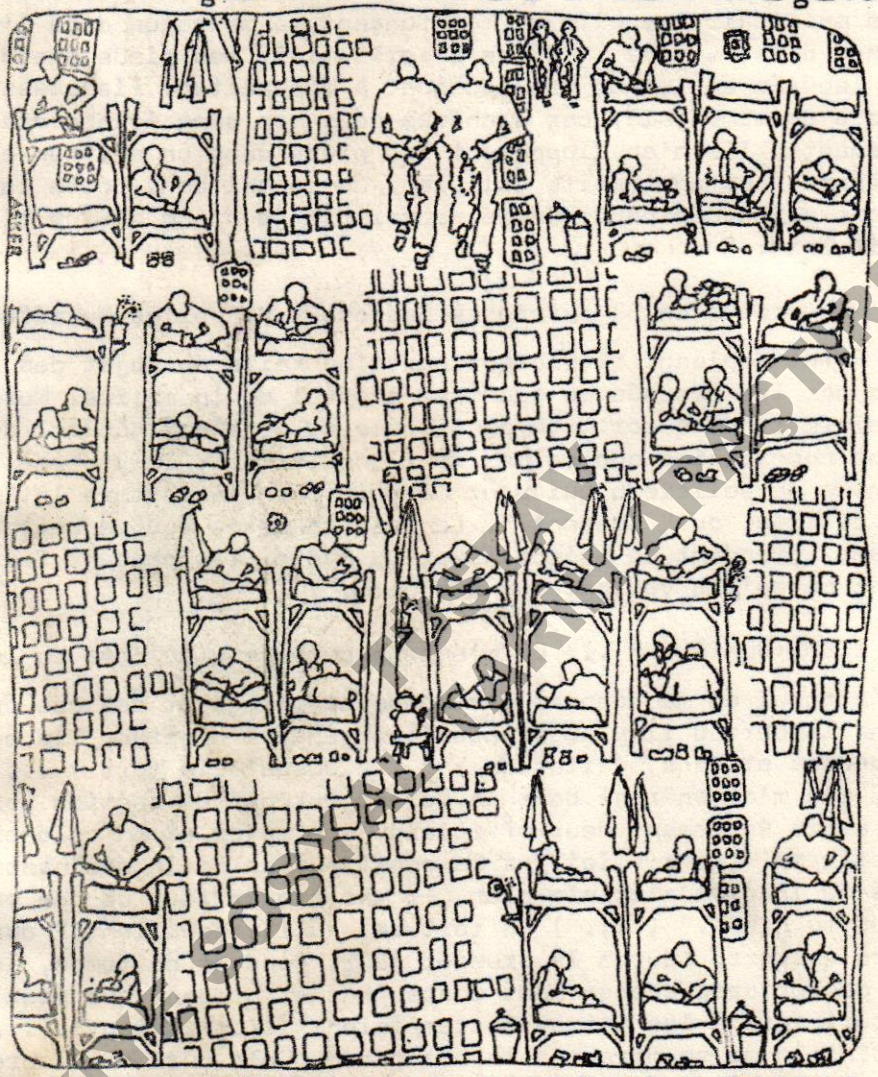
9 aout I97I IRFAN UCAR : " Ils me lierent les mains dans le dos avec des menottes et m'attachèrent les pieds à un baton. Ils me firent tomber et commencèrent à me battre les pieds avec des batons et des gourdins. Et de huit heure du matin à cinq heure trente de l'après-midi, 3 policiers continuèrent à me frapper. Pendant qu'on me maintenait allongé par terre, un policier avait le pied sur ma bouche. Un quatrième essayait de me maintenir immobile en m'enfonçant la matraque dans l'anus. J'eus l'anus blessé. Vers 5h 30 de l'après-midi, mes pieds étaient complèteùent lacérés et les os commencaient à apparaitre. Ils cessaient la torture à ce moment-là, car à chaque coup mon sang éclaboussait leurs vêtements. Ils m'enveloppèrent les pieds dans un chiffon et m'enfèrmèrent dans une petite cellule. Je restai dans cette cellule 3 jours sans soins médicaux. Comme nourriture je n'eus que de l'eau et du petit lait. "

I7 aout I97I : Au procès de 83 patriotes les chefs de police Muzaffer Yilmaz et Rafet Kaplangi révèlerent certains faits au sujet des tortures subies par les accusés au quartier général de la police. Muzaffer Yilmaz déclara : " les tortures pratiquées au quartier général de la police sont encore pire que celles de l'inquisition. Il y a une équipe entrainées de policiers qui peut obtenir par la torture la " confession " désirée du " suspect ". Le chef de cette équipe entrainée est le super intendant de police Zekeriya Aydin. Ils peuvent faire avouer tout ce qu'ils veulent aux suspects. "

26 aout I97I : NECMI DEMIR : " ... On m'ammena au bureau du chef de la police d'Istambul en me donnant des coups de poings et des coups de pieds. Dans le bureau il y avait aussi un général d'armée. Ils parlèrent brièvement et sans hésitation : " ... Jusqu'à la mort ! ... ". La dessus, ils m'ammenèrent dans le bureau du chef de section politique. Il y avait également deux officiers : un major et un colonel. Ilgiz Aykutlu me cria : " ici, ni la constitution ni la déclaration des droits de l'homme n'existe plus. Tu vas avouer tout ce que nous voulons que tu dises." (...) La torture, qu'ils appellent " opération " dura quatorze heures le premier jour. Pendant ce temps, les équipes de tortures changeaient contamment et pendant que deux policiers me torturaient les autres contemplaient "l'opèration ".(...) Le lendemain ils me soumirent à la batonnade. Cela dura six heures. Non seulement ils me frappaient les pieds, mais ils me donnaient aussi des coups de pieds au visage et dans la poitrine, et, l'un d'eux, gardait le pied sur ma bouche. Au bout d'un moment mes pieds furent lacérés. Quand ils virent le sang ils accrurent la violence de leurs coups comme des vampires qui redoublent d'ardeur quand ils boivent du sang.(...) Ils m'enveloppèrent les pieds dans un chiffon et m'enfermèrent dans une petite cellule. (...) Le trente juin, un mois après l'opèration, ils m'envoyèrent à l'hôpital militaire pour soigger mes pieds qui étaient gravement blessés par la torture. Je porte encore maintenant les traces des tortures bien que quatre vingt sept jours se spient écoulés depuis " l'opèration ". Deux ongles du pied droit et un du pied gauche sont tombés et les autres ont été gravement meurtris. J'eus au pied droit une coupure profonde jusqu'à l'os. Je porte encore toutes ces traces. "

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARŞİVİ VAKFI

AKŞAM ERKEN İNER MAHPUSÂNEYE.
EJDERHA OLSAN KÂR ETMEZ.
NE KAVGADA USTALIĞIN,
NE DE ÇATAL YÜREK CİVAN OLUŞUN



KÂR ETMEZ. İNCEDEN İÇİNE DOLAN,
ALIP GÖTÜREN HASRETE. ahmed arif

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ